1868

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

Région de Tambacounda
Département de Kédougou
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-
Arrondissement de SARAYA

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE RURALE DE SARAYA

1999-2004

APPUI DU PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT LOCAL
DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA

PNUD / FENU
SEN/9/001 - SEN/96/C01

Date d'approbation : .....

SOMMAIRE

GLOSSAIRE	page 4
LISTE DES SIGLES	page 5
REMERCIEMENTS	page 6
AVANT PROPOS	page 7 à 8
1 ERE PARTIE : CADRE GENERAL DE L'ETUDE	page 9 à 14
INTRODUCTION GENERALE	page 10 à 11
I/ MANDAT DE LA MISSION	page 11 à 12
II / DEMARCHE METHODOLOGIQUE	page 13 à 15
2 EME PARTIE : PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE	page 16 à 29
I / PRESENTATION GENERALE DE LA C.R.	page 17 à 29
1.1 / ESQUISSE HISTORIQUE	page 17 à 18
1.2 / SITUATION GEOGRAPHIQUE	page 18 à 19
1.3 / MILIEU PHYSIQUE	page 19 à 21
1.4 / MILIEU HUMAIN	page 21 à 24
1.5 / TYPOLOGIE DES VILLAGES	page 24 à 26
1.6 / HIERARCHISATION DE L'ESPACE VILLAGEOIS	page 26
1.7/ LE CONSEIL RURAL	page 26 à 29
3EME PARTIE BILAN DIAGNOSTIC DE LA C.R.	**page 30 à 60**
II /BILAN DIAGOSTIC DE LA C.R.	page 31 à 60
21 ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITES	page 31 à 53
■ 2.1.1 SITUATION ECONOMIQUE SECTEUR PRIM.	page 31 à 38
■ 212 SITUATION ECONOMIQUE DU SECTEUR SECONDAIRE	page 38 à 39
■ 213 SITUATION ECONOMIQUE DU SECTEUR TERTIAIRE	Page 39 à 41
■ 214 SITUATION ECONOMIQUE DU SECTEUR QUATERNAIRE	Page 41 à 46
■ 215 SITUATION FINANCIERE DU CONSEIL RURAL	Page 47 à 50
■ 216 LES INFRASTRUCTURES SOCIOECONOMIQUES	Page 50 à 51
■ 217 LES INTERVENANTS DANS LA C.R.	Page 52 à 53
22 / SYNTHESE DES POTENTIALITES ET CONTRAINTES	page 54
■ 2.2.1 IDENTIFICATION DES POTENTIALITES	page 54 à 55

■ 2.2.2. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES CONTRAINTES	page 55 à 60
4 EME PARTIE : PERSPECTIVES ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT	page 61 à 74
III / LES AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT	Page 62 à 63
IV / PROGRAMME D'ACTIONS ET D'INVESTISSEMENT	page 63 à 74
■ 41 / LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	page 63
■ 42 / L'HORIZON TEMPOREL	page 64
■ 43 / LES PROJETS D'INTERET COMMUNAUTAIRES	page 65 à 69
■ 44/ LES PROJETS DES GROUPEMENTS	page 69
■ 45 / MODE DE FINANCEMENT ET LOCALISATION DU PAP	Page 69 à 72
V / SYSTEME DE SUIVI ET D'EVALUATION	page 73 à 77
VI / CONCLUSION ET RECOMMANDATION	page 78 à 80
BIBLIOGRAPHIE	page 81 à 82
ANNEXE	page 83 à 93
■ PROGRAMME TECHNIQUE D'UN POSTE DE SANTE	page 83 à 84
■ LISTE DES EQUIPEMENTS POUR LES POSTES DE SANTE	page 85 à 88
■ COUT DES EQUIPEMENTS AGRICOLES	page 89
■ COUT DES INTRANTS	page 90
■ CALENDRIER DE TRAVAIL	page 91
■ FINANCEMENT DU PLAN ET PROGRAMMATION TRIENNALE	page 92 à 93

GLOSSAIRE DES TERMES LOCAUX

BISSAP	Daa wulema
BOUSSAN	LA NAGE
CALEBASSE	FEE
DALAFING	LAC NOIR
DIALA	CAICEDRAT (DIALACOTO)
DIFFICULTES	KUUXOLENGO LU
DIMBE	DUGUTO
FARO	RIZIERE
FARABA	GRANDE RIZIERE
KARITE	SEE
KHOTO	SOUS
MADD	KABAA
NERE	NETOO
OR	SANOO
POTENTIALITES	NNAFAA LU NNA TUNDO XAN
PROJET	XANNABO NOXOOTO
RONIER	SIBOO
SOLUTIONS	IBASOOLU
TAMARINIER	TOUMBI

LISTE DES SIGLES

ABP	ASSOCIATION DE BASE DES PRODUCTEURS
BM	BANQUE MONDIALE
BRGM	BUREAU DE RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE
CERP	CENTRE D'EXPANSION RURALE POLYVALENT
CFA	COMMUNAUTE FINANCIERE AFRICAINE
CNCAS	CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU SENEGAL
DSA	DIMENSION SOCIALE DE L'AJUSTEMENT
ESAM	ENQUETES STRUCTURELLES AUPRES DES MENAGES
ESP	ENQUETES SUR LES PRIORITES
FDL	FONDS DE DEVELOPPEMENT LOCAL
FENU	FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES
FMI	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
IDH	INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN
ISS	INTERVIEW SEMI –STRUCTUREE
MARP	METHODE ACTIVE DE RECHERCHE PARTICPATIVE
OMS	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
OPS	OPERATEUR PRIVE SEMENCIER
PAMLT	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL A MOYEN ET LONG TERME
PAS	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL
PIB	PRODUIT INTERIEUR BRUT
PLD	PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT
PNLP	PROGRAMME NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
PNUD	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PREF	PLAN DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER
SODEFITEX	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES FIBRES TEXTILES
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES OLEAGINEUX
ZIC	ZONE D'INTERET CYNEGETIQUE

REMERCIEMENTS

Ce document est le fruit d'un travail collectif entre :

a) SUR LE TERRAIN

THIEDEL CAMARA : AUDIT INGENIERIE
ALIOU KANDJI : FDL
HABIBOU BA : CHEF CERP SARAYA

b) A DAKAR

MOUHAMADOU LAMINE NDIAYE : AUDIT INGENIERIE
THIEDEL CAMARA : AUDIT INGENIERIE

AUDIT INGENIERIE remercie :

- l'équipe du PNUD/FENU qui lui a confié la mission
- l'équipe du FDL à Kédougou qui n'a ménagé aucun effort pour organiser la mission sur le terrain
- le sous préfet de Saraya qui a participé à toutes les phases de la mission. Nous aurions pu le considérer comme un membre de l'équipe
- l'ensemble des présidents et conseillers ruraux de l'arrondissement de Saraya
- l'ensemble des populations de l'arrondissement SARAYA et surtout les femmes et les jeunes qui ont tenu à participer activement malgré l'enclavement des villages et la longueur des discussions

L'esprit d'équipe et la franche collaboration ont prévalu durant toute la mission; aussi bien sur le terrain qu'à Dakar.

Les propos tenus dans ce rapport sont de AUDIT INGENIERIE, le PNUD et le FENU ne pourraient en être tenus pour responsables.

AVANT PROPOS

Le Sénégal, depuis son indépendance, a opté pour une politique de décentralisation progressive qui est marquée par quelques grandes dates pour ce qui concerne les communautés rurales :

- en 1972, la loi 72.25 du 19 Avril 1972 crée les communautés rurales
- en 1990, la loi 90.37 du 8 Octobre 1990 fait du Président du Conseil rural l'ordonnateur du budget
- en 1996, de nouveaux textes de lois en matière de décentralisation sont adoptés et ces textes prévoient des évolutions dans trois domaines majeurs que sont les transferts de compétences, les moyens financiers et la mise en place de structures de pilotage.

Cette nouvelle approche de la décentralisation, pour qu'elle puisse répondre aux attentes des collectivités locales devraient être largement soutenue par l'Etat, les bailleurs de fonds et tous les partenaires afin d'atténuer l'effet de la pauvreté sur la population, notamment celle du milieu rural .

Selon l'enquête sur les priorités réalisées en 1993 ; 44% des populations rurales de la région de Tambacounda vivent en dessous du seuil de pauvreté (2525 fcfa/mois) et les femmes ont un revenu moyen de 1,25 fois inférieur à celui des hommes. Le département de Kédougou, dans lequel 80% des ménages et 87% des individus vivent en dessous du seuil de pauvreté constitue un cas presque unique au Sénégal.

Les mécanismes favorisant la pauvreté agissent surtout au niveau communautaire en milieu rural d'où un accès très faible pour ces populations aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable, aux services financiers et aux services d'encadrement agricole, bien que près de 80% de leurs revenus proviennent des activités primaires .

Sur la base de ces constats, le Sénégal a élaboré en 1996 un Programme National de Lutte contre la Pauvreté selon un processus participatif impliquant les collectivités locales, la société civile et le secteur privé .

En tant qu'outil de travail ou cadre de référence d'intervention à tous les acteurs du développement, le plan local de développement a pour ambition de créer une synergie collective dont la finalité est d'assurer un équilibre écologique durable, un développement économique soutenable et une dynamique sociale et culturelle évolutive

1 ERE PARTIE : CADRE GENERAL DE L'ETUDE

INTRODUCTION GENERALE

De l'avis des observateurs, les politiques d'ajustement structurel initiées au Sénégal à partir de 1985 ont eu des effets directs et indirects considérables sur les populations, en général les plus démunies , en raison même des orientations et des choix économiques qui ont été adoptés.

Aujourd'hui, la réflexion s'impose pour une révision de ces politiques à long terme pour l'établissement des conditions économiques et sociales d'une croissance durable et soutenue profitant au plus grand nombre. L'intérêt de ce qu'il convient d'appeler la dimension sociale de l'ajustement (DSA) s'inscrit dans ce cadre , pour une meilleure prise en compte des catégories les plus démunies dans la formulation et la réalisation des objectifs de la politique économique . Il s'agit là d'un point de vue qui marque à la fois un souci d'équité et d'efficacité qui justifie que l'on s'interroge sur le lien entre les politiques économiques, les politiques d'ajustement structurel (PAS) en particulier, et le développement social pris sous l'angle de deux secteurs de la vie économique et sociale les plus importants, à savoir la pauvreté et la décentralisation.

Dans ce contexte de la décentralisation, chaque communauté rurale du Sénégal doit se doter d'un plan programme qui doit lui permettre de déterminer les leviers sur lesquels elle devra pour impulser une dynamique de développement local visant à créer de meilleures conditions de développement pour les terroirs et l'ancrage des institutions communales (communauté rurale et commune urbaine) dans la vie quotidienne des populations pour assurer une meilleure articulation entre les différents espaces productifs . Ce présent plan local de développement s'inscrit dans ce cadre

Certes, des acquis existent dans toutes les communautés rurales à travers les anciens plans locaux de développement élaborés par les services de l'expansion rurale et avec l'appui de la Fondation KONRAD -ADENAUER . « Ces anciens documents, compris pour être des outils essentiels de conception, d'exécution , d'évaluation et d'orientation des actions entreprises par les communautés de base restaient cependant insuffisants quant aux actions de développement structurant à moyen et long terme et à celles de pérennisation des

responsabilités des communautés rurales[1] ». Ces documents ne prenaient pas en compte les aspects environnementaux , d'exploitation du potentiel des ressources naturelles, des espaces partagés, du crédit pour permettre aux populations d'accéder facilement aux moyens de production. Tout au plus, ces anciens documents peuvent être considérés comme des documents dits de « pré-diagnostics » pouvant servir de tremplin pour la réalisation de la programmation communautaire des actions de développement . C'est à partir de ces considérations que le conseil rural a jugé utile de faire une étude de reformulation de ces documents.

Rappelons que l'objectif principal de ce travail de planification locale est de permettre, à travers une démarche participative , aux populations à travers leur institution de base et avec l'appui de l'ensemble de l'encadrement de mieux s'approprier l'espace communautaire pour mettre en valeur toutes les potentialités naturelles et humaines du terroir. Le PLD sera donc reformulé en prenant comme repères , les grands enjeux de développement de la communauté rurale . Il sera un outil de planification pour la communauté rurale pour la planification, l'exécution, le suivi des actions d'investissements collectifs et développement socio-économique des communautés de base.

I - MANDAT DE LA MISSION OU LES TERMES DE REFERENCE

1 / LES TERMES DE REFERENCE

Considéré comme un instrument de promotion du financement et de planification du développement rural, le programme FDL devait se doter , pour chaque communauté rurale, d'un plan d'action prioritaire et d'investissement communautaire opérationnel, de haute qualité technique et dont le processus d'élaboration, d'exécution et de suivi-évaluation impliquerait l'intervention des populations locales, des communautés rurales et des communautés villageoises . Des études monographiques et des plans locaux de développement avaient déjà été élaborés. Mais ces outils recelaient un certain nombre d'insuffisances par rapport à l'orientation donnée au programme. Ces documents devraient

[1] FDL.- ETUDE ET OBSERVATION SUR LES PLANS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT ET PROPOSITION D'UN CANEVAS D'ELABORATION DES PLDS DANS LE CADRE DU PROGRAMME FDL, Kédougou, Avril 1998, 14 pages

donc être reformulés et actualisés pour en faire des outils performants . La mission se devait donc :

- d'actualiser les informations existantes dans chaque communauté rurale
- d'actualiser le bilan diagnostic
- d'identifier et d'élaborer des programmes d'actions à court et moyen terme dont le contenu dépendrait des priorités des populations et des moyens mobilisables
- de définir les orientations de développement à long terme
- de rechercher la cohérence entre les différentes actions de développement prioritaire et d'investissement communautaire tout en privilégiant les actions qui ont des chances de réussir
- de constituer une base de données de référence et de proposer des méthodes de collecte d'information et d'indicateurs pour les activités du programme
- de mettre en place un dispositif rendant possible l'exécution, le suivi-évaluation concerté des projets prioritaires identifiés .

Ces différents points ont servi de trame à l'élaboration de notre rapport. Mais avant de les aborder, nous présenterons notre démarche méthodologique.

2 / RESULTATS ATTENDUS

Mettre à la disposition du gouvernement du Sénégal, des communautés rurales et des populations un instrument de travail de référence devant leur permettre de mieux lutter contre la pauvreté est un élément important des résultats attendus de la mission . La concrétisation du transfert de compétence vers les collectivités rurales et une meilleure implication des populations dans le choix des actions de développement ainsi que leur processus d'élaboration restent également un autre résultat attendu de la mission . Pour ce faire, l'étude doit répondre aux questions suivantes contenues dans les termes de références :

- le mode de participation des populations relatif au question de développement endogène par l'élaboration de projets productifs
- les besoins en formation des élus locaux relatifs à la connaissance et au transfert de compétence : élaboration de projets structurants d'intérêt communautaire

II - LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

1 / CHOIX DES CIBLES

- niveau village

L'étude s'est surtout appesantie sur une démarche MARP, même si la panoplie des outils n'a pas été utilisée . Une approche dite « par village centre » a été adoptée . Le choix des villages centre a été réalisé par l'équipe FDL sur la base de la liste des villages et la carte des communautés rurales . Une fois la démarche et les outils définis, la méthode a été testée , toute la journée du 28 Mai, dans la communauté rurale de Bandafassi où cinq villages centres avaient été conviés. Il s'agit des villages de Dindifellou, Bandafassi, Ibel, Thiabédji et Syllacounda . La séance de « débriefing » qui s'est tenue les journées du 29 et 30 Mai a permis de valider la démarche et d'affiner les outils méthodologiques . C'est seulement après que chaque équipe s'est rendue dans son arrondissement . C'est ainsi que dans toutes les communautés rurales, les villages centre ont été visités et à chaque fois, les villages polarisés étaient représentés . Cette façon de procéder a le mérite de permettre de rencontrer dans un délai très court le maximum de villages[2] . Et le fait qu'il y ait eu des représentants de chaque village polarisé par un village centre a permis de prendre en compte les situations spécifiques Par contre, les séances de travail étaient relativement longues ; ce qui pourrait introduire un biais dans le bon déroulement de notre mission. Mais l'implication des populations et leur enthousiasme à participer à ce processus de reformulation à quelque peu tempérer le biais introduit par la longueur des débats .

L'approche « village centre » privilégie les gros villages dotés de certains infrastructures et équipements publics et ayant un intérêt quelconque. Dans l'ensemble , les membres de la mission ont discuté avec des ressortissants de 60 villages sur les 68 que comptent les trois communautés rurales[3] concernées ; soit 88,2% . Cela confère une représentativité certaine à notre travail .

---

[2] Le travail de sensibilisation et d'information effectué par l'équipe FDL , le CERP et le sous préfet ont permis de regrouper le maximum de villages.

[3] DPS .- Répertoire des villages, région de Tambacounda, RGPH 1998 ; 51 pages

TABLEAU N°1 **REPARTITION DES VILLAGES ETUDIES EN FONCTION DES COMMUNAUTES RURALES**

COMMUNAUTES RURALES	VILLAGES CENTRES	VILLAGES POLARISES
SARAYA	SARAYA	BADIOULA, FARABA, FODE BINEA, DALAFING, DANTILIA, DIOBI, SANELA, DIAKHA MADINA, KONDOKHOU, BARABIRI, BAMBADJI, BEMBOU, MADINA DANTILIA, DIOULAFOUNDOU
	NAFADJI	Samékhoto, Balori,Baïtilaye, Satadougou, Garabourea
	MOUSSALA MAHINAMINE	Kolia, Sansela, Sansamba
	DIAKHABA	Koumbountourou, Somaya, Bounsankhoba, Sakhodofi, Pondala (saboucire)
MISSIRAH SIRIMANA	MISSIRAH SIRIMANA	Sambramboubou, Balakanko
	DALOTO	Bokhodi, Dambala kénioto, Dambala sékhoto, Madina Sirimana
	ILIMALO	Linghékhoto, Faranding, Daworala, Moussala kéniokho
	WASSANGARA	Bountoun, Mouran
	SAENSOUTOU	Toumbifara,Warthokhaty, Khassanguiri
KHOSSANTO	MAMAKHONO	Dindéfa, Bambaraya
	SABODALLAH	Madina Sabodallah, Falloumbou, Kounamba, Makhana,
	BRANSAN	Madina bransan, Dialakhotoba, Sountoucolong
	KHOSSANTO	Madina berda, Berda, Niamoya, Diegoung, Kholy, Diakhaling, Kobokhoto, Tourokhoto, Lefakhoto, Keniekeniebanding

- niveau communauté rurale

Les communautés rurales ont été systématiquement approchées . Partout, les conseillers ruraux étaient présents ce qui a rendu notre travail plus facile.

2 / LES OUTILS METHODOLOGIQUES

L'interview semi - structurée a été le principal outil utilisé dans le déroulement de l'étude . Elle s'est faite au moyen de fiches définies en fonction des interlocuteurs .

Le « focus groupe » et la triangulation ont été également déployés pour valider des informations recueillies durant les grandes réunions. La discussion avec des interlocuteurs privilégiés comme les chefs de service départementaux , a permis de recueillir des informations quantitatives permettant de bien décrire la situation de la communauté rurale.

Rappelons que notre souci essentiel dans le déroulement de cette étude a été la reformulation et l'actualisation des plans locaux de développement existant dans chacune des trois communautés rurales que sont SARAYA, MISSIRAH SIRIMANA, KHOSSSANTO .

2 EME PARTIE : PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE

I - PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE :

1. 1 - ESQUISSE HISTORIQUE

Dans l'histoire , il a existé trois (3) provinces au sud - est du Sénégal Oriental qui jouxtaient le cercle administratif de KENIEBA au Mali . Ces provinces trouvent leur origine dans l'éclatement de l'empire du Mali . Il s'agit du BELEDOUGOU, du SIRIMANA et du DANTILIA. Ces trois provinces furent érigés en canton durant la période coloniale avec pour capitale respective : KHOSSANTO, MISSIRAH et SARAYA.

Les familles régnantes, au nombre de deux, furent les CISSOKHO et les DANFAKHA, anciennement farins dans l'ancien empire du Mali .

Une bonne compréhension des aspects sociologiques de ce grand terroir faciliterait la lecture locale du milieu culturel . A titre d'exemple : les Keïta sont les héritiers . Les femmes Keïta portent le nom de SOUKHO. Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur les principaux noms de famille en fonction du genre .

TABLEAU N°2 : **LES PRINCIPAUX NOMS DE FAMILLE**

HOMMES	FEMMES
DANFAKHA	DAMBA
CISSOKHO	SAKILIBA
BAYO	DANSIRA
BIAGUI	BALABA
SAMOURA	MONEKHALA

SOURCE : NDIAYE ET CAMARA .- PLD SARAYA, 1998

Les provinces du Bélédougou et du Sirimana étaient sous la tutelle de la famille CISSOKHO et celle du Dantila était dirigée par les DANFAKHA ou « tueur de buffle ».
Le préfixe Bélé signifie « griller » et a donné les Dembélé et le Bélédougou
Le suffixe « Ya » ou « La » désigne l'appartenance à la « famille de » ou « CHEZ » . Saraya signifierait la maison de SARA . Il en est de même du « COUNDA » qui accompagne certains noms de famille : CISSOKHO-COUNDA, TAMBA-COUNDA, etc.

SARAYA VILLAGE

Le village de SARAYA dont on évalue difficilement la date de création a eu pour fondateur un navétane dénommé SARA DANFAKHA . Kholma, Silly, Ndambo, Kancouniambouré, Bintou Mady Danfakha[4] et bien d'autres ont tour à tour assuré la chefferie du village .

Quant au canton de SARAYA, il a successivement été dirigé par Bintou Mady, Fily Mady, Ibrahima Bathily et Koliba qui fut le dernier chef de Canton. Saraya devint capitale de l'arrondissement avec pour premier chef d'arrondissement Bakary Diakhaby en 1960. Le choix de Saraya a été fait par le Président du Conseil lors d'une tournée qu'il fit dans les trois provinces. La réputation de Saraya en fut grande et sa consécration fut faite d'autant plus que le village avait déjà accueilli en 1909 la première école du département .

L'avènement de la Réforme Administrative Territoriale et locale de 1972 dont l'application n'a été effectuée qu'en Juillet 1992 dans la Région de Tambacounda a vu naître les communautés rurales et les Sous-Préfectures.

Autres détails importants, le premier maître d'école serait NDIAGA BA . Des personnalités importantes ont eu à servir à Saraya . Parmi elles citons : Louis Dacosta, Baffa Ndiaye de Rufisque, Ousmane BA (Inspecteur d'enseignement), Bouna Kane, le parrain de l'école, mort à Saraya en 1956 . L'école a vu défiler sur ses bancs des élèves qui eurent par la suite des destinées nationales : Mady CISSOKHO, ancien ministre d'Etat chargé de l'urbanisme et de l'habitat, suppléant du Président de la république ; Mamadou Samoura, actuel président du conseil régional de Tambacounda ; Mady CISSOKHO N°2 docteur vétérinaire ; Faring Tokhoma CISSOKHO, professeur de mathématiques et bien d'autres.

1. 2 SITUATION GEOGRAPHIQUE

L'arrondissement de Saraya est situé au Nord de Kédougou, chef lieu du Département. Il est limité à l'Est par la République du Mali, à l'Ouest par l'arrondissement de Bala (Département de Bakel) et la République du Mali et au Sud par l'Arrondissement de Fongolémbi L'arrondissement couvre une superficie de 6837,4 km^2. Il est relié à Kédougou, depuis 1987, par une

[4] Actuel chef de village

route bitumée de 40 km. Il est l'arrondissement le moins peuplé du département[5] et le plus vaste : il représente 40,46% de la superficie.

Quant à la communauté rurale de Saraya, elle a une superficie de 2796,3 km2 soit 16,55% de la superficie du département et 40,89% de l'arrondissement . Elle est limitée à l'Est par la République du Mali, à l'Ouest par l'arrondissement de Bandafassi, au Nord par les communautés rurales de Missirah Sirimana et de Khossanto, au Sud par l'arrondissement de Fongolembi. Elle est reliée à Kédougou par une route bitumée sur 25 km .

1.3 MILIEU PHYSIQUE

a) Le climat

Le climat est de type soudano-sahélien caractérisé par 2 saisons :

- une saison sèche allant de Novembre à Mai,
- une saison des pluies de Juin à Octobre.

b) La température

La température est chaude en saison sèche, elle se manifeste par une chaleur parfois difficile à supporter. Elle peut atteindre jusqu'à 40° C de Mars à Avril et s'apaise le soir. Une fraîcheur assez forte s'installe de Novembre à mi-Janvier avec une température variant entre 20° et 30°.

L'influence des vents est sans grande importance dans la localité. Les vents continentaux (harmattan) sont moins sentis dans la communauté rurale.

[5] avec 19 166 habitants en 1996 pour moins de 3 hbts au km^2

c) La pluviométrie

TABLEAU N°3 : **EVOLUTION DE LA PLUIVIOMETRIE DE 1989 A 1997**

Année	Hauteur	Nbre de jours	Date 1ère pluie	Date dernière Pluie
1989	888,8	73	14 Mai	21 Octobre
1990	883,4	70	4 Mai	26 Octobre
1991	1042,0	69	23 Mai	19 Octobre
1992	921,7	60	19 Mai	
1993	818,2	65	15 Mai	18 Octobre
1994	1121,6	74	21 Mai	31 Octobre
1995	960,4	60	20 Mai	7 Octobre
1996	1004,8	51	11 Mai	26 Octobre
1997	962,1	76	17 Mai	18 Octobre

Source : CERF : poste pluviométrique de Saraya[6]

En moyenne sur la série ci-dessus, il tombe 956 mm de pluie par an en 66 jours , le minimum est de 818,2 mm et le maximum 1121,6 . Les premières pluies viennent en général en fin Mai début Juin et se poursuivent jusqu'en début Octobre de chaque année soit plus de quatre mois de pluies. Elles sont régulières dans l'ensemble.

d) Les sols

La communauté rurale est caractérisée par différents types de sol :

- des sols halomorphes , très argileux, favorables aux cultures de décrue mais nécessitant d'important moyens matériels pour sa mise en valeur . Ces sols sont situés le long de la falémé sur une bande de 50 km. Ce type de sol représente 5% de la superficie de la communauté rurale
- des sols argilo-sableux, très favorables à l'agriculture. C'est d'ailleurs la partie qui abritent les différents types de cultures ; les terres étant plus faciles à travailler . Ce type de sol représente 10% de la superficie de la communauté rurale .
- des sols argilo-latéritiques dans une proportion très importante 70% des terres
- des sols ferrugineux-ferralitiques 15%

e) La végétation

La végétation est de type savane arborée dense; elle est composée d'espèces végétales multiples propices à l'exploitation des produits de cueillette et à l'apiculture.

f) Le réseau Hydrographique

Il convient de distinguer dans ce volet, deux sources d'eau

- les eaux de surface qui comprennent ici la Falémé affluent du fleuve Sénégal qu'il rejoint au niveau de Bakel. La Falémé reste le seul cours d'eau permanent et sert en même temps de frontière avec la République de Mali sur près de 160 km.

De nombreux marigots et mares enclavent la zone en période d'hivernage, (le Wassongo, le Daléma, le Sandoundou, le Bacrokaty, le Banfarato et le Sékotobandiourou).

- les eaux souterraines se caractérisant par une nappe phréatique sont moins profondes par rapport aux communautés rurales voisines et varient entre 15 m et 30 m selon que l'on quitte le Sud vers le Nord.

1.4 MILIEU HUMAIN

a) La densité

La densité est très faible, 2,7 hbts/km^2 par rapport à la densité régionale qui est de 5,6 hbts/km^2.

b) Structuration de la population

De façon générale, la population représente 7646 personnes avec des caractéristiques suivants :

- la population active (imposable) représente 48,45 %
- les enfants : 42,71%
- Les vieux : 8 , 9%

Il s'agit donc d'une population essentiellement jeune à l'image du reste du pays .
Le taux de masculinité est très variable en fonction du découpage ci dessous. Il est de :

- 0,9 pour la population imposable,
- 1,15 pour les enfants et
- 1,2 pour les personnes âgées .

[6] Actualisé à partir de 1994 par les chiffres du services départemental de l'agriculture

Le fait que le rapport soit inférieur à un (1) pour la première catégorie dénote une mobilité des hommes (émigration, navétanat etc...) mais peut être aussi une mortalité plus importante . La situation se rétablie pour le dernier cas à cause du retour des émigrés. Pour la classe intermédiaire naît-il plus de garçons que de filles ou la mortalité des filles est-elle plus importante ? Seule une analyse de l'état civil pourra nous édifier .

En fonction des villages la population se répartie de la manière suivante :

TABLEAU N°4 : **SITUATION DE LA POPULATION DE SARAYA**

VILLAGES	IMPOSABLES		ENFANTS		EXEMPTES		TOTAL
	HOM	FEM	GARC	FILLES	HOM	FEM	
BADIOULA	51	62	58	66	6	8	251
BARABIRI	61	69	82	53	9	14	288
BAYTILAYE	24	25	38	35	12	4	138
BALORY	42	42	35	45	2	3	169
BAMBADJI	83	86	73	84	8	11	345
BEMBOU	153	162	167	130	25	21	658
BOUSSANKHOBA	33	43	37	24	4	4	145
COUMBOUNTOUROU	27	21	18	34	4	8	112
DALAFING	78	59	67	49	10	6	269
DENTILA	21	14	10	17	1	5	68
DIAKHABA	86	105	81	84	9	18	375
DIAKHA MEDINA	82	88	87	60	17	10	344
DIOBY	6	5	8	2	1	2	24
DIOULAFOUMBOU	56	67	66	52	2	5	248
FARABA	45	35	32	21	3	8	145
FODE BINEA	27	26	23	20	1	5	102
GARABOUREA	42	52	41	34	8	8	185
KHARAKENA	4	2	ND	6	ND	ND	12
KOLIA	45	47	37	37	10	12	188
MOUSSALA MAHINAMINE	44	48	41	47	3	5	188
NAFADJI	65	99	71	63	45	34	377
SAMEKHOTO	44	41	44	37	11	7	184
SANELA	78	81	75	63	13	11	331

SANSAMBA	30	29	16	10	ND	ND	85
SANSIBA	60	56	56	60	7	6	245
SATADOUGOU	36	51	34	28	14	6	169
KONDOKHOU	155	152	130	105	33	23	598
MADINA DENTILA	7	14	17	16		3	56
SABOUCIRE PONDALA	43	47	33	33	7	1	166
SAKHODJI	3	4	2	2	1		13
SARAYA	234	289	252	199	76	64	1114
SOMAYA	3	5	12	1		1	22
TOTAL	1769	1936	1743	1519	374	305	7646

Source : Recensement sous-préfecture

c) Composition de la population

TABLEAU N° 5 **COMPOSITION DE LA POPULATION**

Ethnies	Malinkés	Diakhankés	Peulhs
Effectifs	7.233	305	76
Taux	95%	4%	1%

Source : Sous préfecture

L'écrasante majorité de la population est malinké. Ils sont les autochtones . les Diakhantés sont des immigrants disséminés dans quelques villages de la communauté rurale. Ils se sont installés pour prêcher l'islam pendant que l'animisme prédominait . La faiblesse des peuls s'explique du fait d'une cohabitation pas toujours facile avec les malinkés qui gardent toujours le caractère dominateur qui leur est reconnu depuis des générations.

d) Religion

L'islam est la principale religion pratiquée dans la communauté rurale . Mais la population pratique parallèlement les religions du terroir . Il s'agit donc là d'un véritable syncrétisme religieux .

e) Mouvement migratoire

Le mouvement migratoire est caractérisé par le départ des jeunes gens vers l'Europe, une émigration qui prend de l'importance à en juger par le nombre des départs de plus en plus importants suivant les enquêtes menées auprès des populations et qui n'ont pu être dénombrées faute de temps.

L'autre catégorie d'émigration est constituée par des saisonniers qui se déplacent vers d'autres régions du Sénégal pour aller servir de main-d'œuvre (navétane) dans les exploitations agricoles des régions de Fatick , Kaolack, Diourbel etc... Ce mouvement se fait durant l'hivernage . Mais une autre forme de déplacement à l'intérieur de la région est entrain de voir le jour. Elle se fait en direction des sites d'exploitation de l'or comme SAMBRANBOUBOU.

1.5 TYPOLOGIE DES VILLAGES

Sur le plan répartition des villages dans l'espace, une analyse par zones agro-écologiques permet de faire une typologie des villages afin de mieux faire ressortir leurs avantages comparatifs . C'est ainsi que deux grands types de zone peuvent être définis .

- Le type 1 : la zone falémé

Elle est influencée par la falémé avec des terres argileuses et un relief accidenté. Les terres , sur une bande de 50 km sont de type halomorphe où des cultures de décrue pourraient se pratiquer. C'est la zone des montagnes et des vallées profondes où circulent des cours d'eau qui sont généralement des affluents de la falémé. Les terres, argileuses, sont lourdes à travailler . La pêche se pratique sur tout le long du fleuve qui est également un lieu d'abreuvement des animaux sauvages. La zone est dite d'intérêt cynégétique : chasse et tourisme y font bon ménage . C'est l'endroit où on peut rencontrer les grands animaux .
Le type 1 regroupe les villages suivants :

TABLEAU N°6 : **LES VILLAGES DE LA ZONE DITE FALEME**

VILLAGES	IMPOSABLES		ENFANTS		EXEMPTES		TOTAL
	HOM	FEM	GARC	FILLES	HOM	FEM	
BAYTILAYE	24	25	38	35	12	4	138
BALORY	42	42	35	45	2	3	169
BAMBADJI	83	86	73	84	8	11	345
BOUSSANKHOBA	33	43	37	24	4	4	145
COUMBOUNTOUROU	27	21	18	34	4	8	112
DALAFING	78	59	67	49	10	6	269
DIAKHA MEDINA	82	88	87	60	17	10	344

DIOBY	6	5	8	2	1	2	24
FARABA	45	35	32	21	3	8	145
FODE BINEA	27	26	23	20	1	5	102
GARABOUREA	42	52	41	34	8	8	185
KHARAKENA	4	2	ND	6	ND	ND	12
KOLIA	45	47	37	37	10	12	188
MOUSSALA MAHINAMINE	44	48	41	47	3	5	188
NAFADJI	65	99	71	63	45	34	377
SAMEKHOTO	44	41	44	37	11	7	184
SANELA	78	81	75	63	13	11	331
SANSAMBA	30	29	16	10			85
SANSIBA	60	56	56	60	7	6	245
SATADOUGOU	36	51	34	28	14	6	169
TOTAL	896	946	833	759	175	150	3757

Source : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA , 1998

- **Le type 2 :** zone agricole

C'est la zone agricole par excellence . On y pratique la culture du coton, de l'arachide et des céréales . Les terres sont de texture argilo-sableuse . Elles sont plus légères , plus faciles à travailler . C'est pratiquement le grenier de la communauté rurale . Le type 2 subit l'influence de la route goudronnée SARAYA/KEDOUGOU . Sur le plan administratif c'est la zone qui renferme le village de SARAYA, chef lieu d'arrondissement et qui polarise en fait tous les autres villages. La plupart des équipements socio-économiques y sont concentrés : écoles, centre d'examen, poste de santé, centre de distribution des semences, sous-préfecture etc...

Le type 2 regroupe les villages suivants :

TABLEAU N°7 : **LES VILLAGES DE LA ZONE AGRICOLE**

VILLAGES	IMPOSABLES		ENFANTS		EXEMPTES		TOTAL
	HOM	FEM	GARC	FILLES	HOM	FEM	
BADIOULA	51	62	58	68	6	8	251
BARABIRY	61	69	82	53	9	14	288
BEMBOU	153	162	167	130	25	21	658
DANTILA	21	14	10	17	1	5	68
DIAKHABA	86	105	81	84	9	10	375
DIOULAFOUNDOU	56	67	66	52	2	5	248

KONDOKHOU	155	152	130	105	33	23	598
MADINA DENTILA	7	14	17	16	ND	3	56
SABOUCIRE PONDALA	43	47	33	33	7	1	166
SAKHODJI	3	4	2	2	1	ND	13
SARAYA	234	289	252	199	76	64	1114
SOMAYA	3	5	12	1	ND	1	22
TOTAL	873	990	914	760	169	155	3857

SOURCE : NDIAYE (M.L.) et al. - PLD SARAYA 1998

1.6 HIERARCHISATION DE L'ESPACE VILLAGEOIS

Les relations entre les villages de la communauté rurale sont fortement influencées par leur degré d'équipement et leur importance sur le plan démographique faisant ainsi apparaître des villages centre et des villages polarisés . Le tableau ci-dessous donne une indication sur l'organisation de l'espace dans la communauté rurale de SARAYA

TABLEAU N°8 : **HIERARCHISATION DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE**

VILLAGES CENTRE	VILLAGES POLARISES
SARAYA	BADIOULA, FARABA, FODE BINEA, DALAFING, DANTILIA, DIOBI, SANELA, DIAKHA MADINA, KONDOKHOU, BARABIRI, BAMBADJI, BEMBOU, MADINA DANTILIA, DIOULAFOUNDOU
NAFADJI	SAMEKHOTO,BALORI, BAITILAYE,SATADOUGOU,GARABOUREA, BABOTY
MOUSSALA MAHINAMINE	KOLIA,SANSAMBA, KHARAKHENA, SANSELA
DIAKHABA	COUMBOUNTOUROU, SOMAYA, BOUNSANKHOBA, SAKHADOFI, PONDALA

SOURCE : NDIAYE (M.L.) et al. - PLD SARAYA 1998

1.7 LE CONSEIL RURAL

1.7.1 COMPOSITION DU CONSEIL RURAL

La communauté rurale est une collectivité territoriale, personne morale de droit public dotée d'une autonomie financière . Le conseil rural par ses délibérations, le Président du conseil rural par ses décisions, par l'instruction des affaires et l'exécution des délibérations concourent à l'administration de la communauté rurale . Le conseil rural, composé de conseillers et de conseillères ruraux élus pour cinq ans, conformément au code électoral est l'organe délibérant de la communauté rurale . Il élit en son sein un bureau composé d'un président et deux vice-présidents.

Le tableau ci-dessous donne quelques indications sur la composition du conseil rural

TABLEAU N° 9 : **COMPOSITION DU CONSEIL RURAL**

N°	PRENOM ET NOM	AGE	SEXE	SIT MATRI	ETHNIE	RELI GION	ORIGINE	RESIDENCE
1	Doudou NDAO	70	M	M	SERERE	M	GANDIAYE	SARAYA
2	Seyni DANFAKHA	58	M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
3	Diémé DANFAKHA	75	M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
4	Salouma CISSOKHO	54	M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
5	Fonsa DANFAKHA	54	M	M	MALINKE	"	BARABERI	SARAYA
6	Moussa TIGANA	54	M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
7	Manding DIAKHITE	54	F	M	DIAKHAN	"	DIKHA MAD	SARAYA
8	Diadié DANFAKHA	48	M	M	MALINKE	"	KONDOKHO	KONDOKHO
9	Kara DANFAKHA	54	M	M	MALINKE	"	DALAFING	SARAYA
10	Mady DANFAKHA	55	M	M	MALINKE	"	SANELA	SANELA
11	Sambou KEITA	43	M	M	MALINKE	"	BADIOULA	BADIOULA
12	Yoro KEITA	66	M	M	MALINKE	"	FODEBINEA	FODEBINEA
13	Fily DANFAKHA	53	M	M	MALINKE	"	BEMBOU	BEMBOU
14	Sory DANFAKHA	56	M	M	MALINKE	"	BEMBOU	BEMBOU
15	Falaye CISSOKHO	47	M	M	MALINKE	"	BADIOULA	BADIOULA
16	Ibrahima DANFAKHA	54	M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
17	Diébou MINTHE	48	F	M	DIAKHAN	"	SARAYA	SARAYA
18	Balla Dansokho	ND	M	M	DIAKHAN	"	DIAKHABA	DIAKHABA
19	Boubacar FADIGA		M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
20	Tambo DANFAKHA		M	M	MALINKE	"	NAFADJI	NAFADJI
21	Mady SOUMARE		M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
22	Sory DANFAKHA		M	M	MALINKE	"	SARAYA	SARAYA
23	Falaye DIAKHABY		M	M	DIAKHAN	"	DIAKHA MADINA	DIAKHA MADINA
24	Oussouby KEÏTA		M	M	MALINKE	"	PONDALA	PONDALA

Source : NDIAYE (M.L.) et AL. .- PLD DE SARAYA 1998

La moyenne d'âge du conseil rural est de 60 ans ; cela reflète la reproduction de la société traditionnelle où seules les personnes âgées dirigent . Cette situation est renforcée par la prédominance des hommes malinké , 88%. Les rares femmes sont des Diakhanké . Même s'ils ont des lieux d'origine diverses , 59% d'entre eux résident à SARAYA. Le président du conseil rural est un sérère d'origine qui assume en fait la fonction de secrétaire d'arrondissement . Les membres du conseil sont des agriculteurs (71%) . Par rapport à leur niveau d'instruction, ils sont tous alphabétisés dans une langue quelconque . Ceux qui le sont en français ont un niveau d'instruction qui varie entre le CE2 et le brevet des collèges . Les autres sont alphabétisés en langue nationale . Apparemment, l'ancien conseil a été renouvelé lors des dernières élections. 64,71% des conseillers sont à leur première législature, 29,41% en ont fait deux et seule une personne à fait trois législatures. Par rapport à leur appartenance politique , 52,94% sont du parti socialiste, 35,29% du renouveau démocratique et 11,76 % du partie de l'indépendance et du travail le PIT.

1.7.2 / ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL

a) Les commissions

Sept commissions existent au sein du conseil rural . Il s'agit :

- commission des finances
- commission domaines nationaux
- commission des conflits
- commission domaniale
- commission réception des travaux
- commission actions de développement
- commission activité de la jeunesse.

L'ensemble de ces commissions ont un règlement intérieur et les rencontres statutairement définies se tiennent régulièrement . De façon générale, il n'y a pas de contraintes au bon fonctionnement du conseil . Soulignons tout de même que la loi sur le domaine national n'est pas bien appliquée . Toutefois, depuis 1997, avec la nouvelle équipe, une commission sur le domaine national est créée.

Jusqu'en 1997 , il n'y avait que trois délibérations par année . Mais en 1997, le conseil a enregistré six (6) délibérations .

Il ressort de ces quelques considérations que le conseil rural s'est doté d'une équipe plus dynamique qui ne demande qu'à être appuyée par la formation pour bien jouer son rôle

b) La formation

La formation qui constitue le préalable à la compréhension et à l'exercice par les conseillers des pouvoirs qui leur sont dévolus reste le soubassement de toutes leurs tâches. Certes, des actions ponctuelles ont été menées, mais leur impact reste encore faible. Jusqu'en 1995, seules deux formations en destination des conseillers étaient organisées . Ces formations qui avaient trait respectivement à l'état civil et au budget avaient été suivis respectivement par deux conseillers à chaque fois . Mais en 1998, 35 personnes avaient suivi une formation relative au rôle du conseil rural . Cette formation avait été organisée par le programme d'alphabétisation des élus locaux , le PADEL.

c) Renforcement de la capacité des conseillers

Il reste évident que beaucoup de chose reste à faire dans le domaine du renforcement de la capacité des élus . Des souhaits ont été formulés, souhait que nous résumons ci-dessous :

- Régionalisation : transfert de compétence dans tous les domaines , budget, état civil
- gestion des équipements en milieu rural : équipement hydraulique, moulin à mil, etc.
- technique d'élaboration des projets pour les hommes et pour les femmes
- technique de gestion des ressources naturelles
- code de la famille
- alphabétisation en langue nationale

3 EME PARTIE
BILAN DIAGNOSTIC DE LA COMMUNAUTE RURALE

II - BILAN DIAGNOSTIC DE LA COMMUNAUTE RURALE

2 1 ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITES

La population de la communauté rurale est en majorité paysanne avec des techniques agricoles traditionnelles, les principales productions sont l'arachide, le mil, le sorgho, le maïs, le riz, le coton, le fonio et le haricot.

L'élevage, peu développé, vient en appoint à l'agriculture. Il résulte que tout agriculteur est aussi éleveur dans cette zone. Les artisans sont surtout des forgerons, des tisserands, des potiers etc...dont les productions ne sont pas souvent quantifiables parce que travaillant sur demande.

De plus en plus les populations s'adonnent à la recherche de l'or. Cette activité est entrain de bouleverser les systèmes de production en place et tend à y avoir une place importante . Essentiellement menée par les femmes la recherche de l'or est entrain de donner un nouveau statut à ces dernières : par ce biais , les femmes participent de plus en plus à l'entretien des familles. Malheureusement, cette activité souffre d'un manque de matériel d'exploitation .

2. 1.1 / Situation Economique du secteur primaire

2.1.1.1. L'AGRICULTURE

L'agriculture est caractérisée par des cultures de rente (coton , arachide) et des cultures vivrières (sorgho, mais, riz ,fonio) . La culture attelée fait l'objet d'une introduction très timide par le biais de la SODEFITEX. Tout le reste des travaux agricoles se fait à la main avec des outils traditionnels. La rotation culturale et la pratique de la jachère sont aussi observées. Le sous équipement caractérisé et le manque de fertilisant entravent considérablement le développement du secteur agricole qui reste l'activité dominante des populations. La traction équine est presque absente du fait de la présence de la mouche tsé-tsé devant laquelle les chevaux ne résistent pas.

a) **Les superficies cultivées**

Dans le temps

Sur le plan de l'évolution des superficies cultivées, trois périodes distinctes se dégagent du tableau ci-dessous et de la figure ci-après :

- Période 1 : 1989/90 : L'ensemble des superficies cultivées connaissent un recul en dehors du maïs
- période 2 : 1990/94 : cette période correspond à une période de reprise des activités avec un pic en 1994
- période 3 : à partir de 1994 : un nouveau recul des superficies cultivées s'amorce.

Ces différentes périodes de fluctuations sont fortement liées à la fluctuation de la pluviométrie comme le montre la figure portant sur l'évolution des superficies cultivée et de la pluviométrie

TABLEAU N°9 : EVOLUTION DES SUPERFICIES CULTIVEES DE 1989 à 1997 (hectares)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	MOYENNE
ARACHIDE	221,5	147,5	150	249,5	378	562	332	315	294
SORGHO	605,5	256,5	167,5	286	331,5	359	416	479	363
MAIS	30	151	449	427,5	552,5	836	790	417	457
RIZ	57,5	54,5	104,5	76,5	145	261	148	122	121
FONIO	53,5	8	148,5	95	67,5	119	118	138	09 3

Source : SECTEUR AGRICOLE DE KEDOUGOU

Dans l'espace

Calculer sur la moyenne des superficies cultivées de 1989 à 1996, l'assolement dans la communauté rurale est surtout dominé par la culture du maïs suivie de celle du sorgho. L'arachide n'occupe que la troisième place . le tableau ci-dessous et le graphe s'y afférent en donnent une illustration.

TABLEAU N° 10 : PART DE LA COMMUNAUTE RURALE DE SARAYA DANS LES SUPERFICIES DE L'ARRONDISSEMENT

		1994/95	1995/96	1996/97	MOYENNE
	C.R	359	416	479	418
SORGHO	ARRONDIST	796	924	1063	928
	%CR/ARRON	4 5	4 5	4 5	4 5
	C.R	836	790	417	681
MAIS	ARRONDIST	1855	1752	935	1 514
	%CR/ARRON	4 5	4 5	4 5	4 5
	C.R	261	148	122	177
RIZ	ARRONDIST	579	329	271	393
	%CR/ARRON	4 5	4 5	4 5	4 5
	C.R	119	118	138	125
FONIO	ARRONDIST	263	262	306	277
	%CR/ARRON	4 5	4 5	4 5	4 5
	C.R	562	332	315	403
ARACHIDE	ARRONDIST	1247	736	699	894
	%CR/ARRON	4 5	4 5	4 5	4 5
TOTAL	CR	2137	1804	1471	1 804
	ARRONDT	4740	4003	3274	4 006
	%CR/ARRON	4 5	4 5	4 5	4 5

Source : NDIAYE (M.L.) et Al. - PLD SARAYA 1998

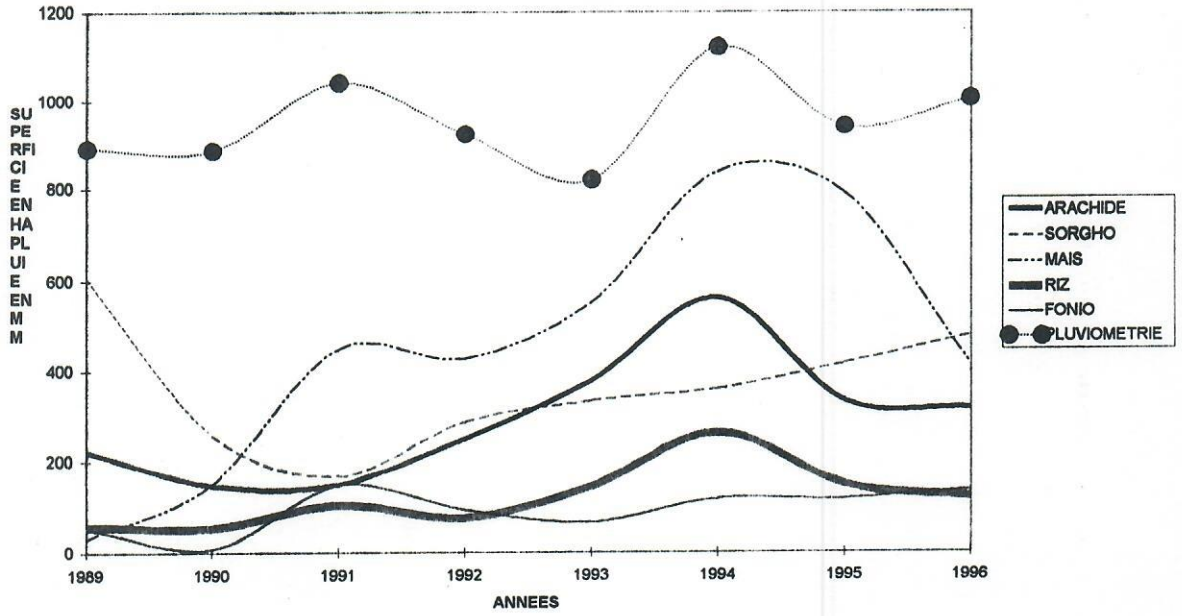
En moyenne , la communauté rurale occupe 45% de la superficie cultivée dans l'arrondissement. Cette superficie se répartit de la façon suivante selon les spéculations.

TABLEAU N° 11 PART DE CHAQUE CULTURE DANS L'ASSOLEMENT DE LA COMMUNAUTE RURALE

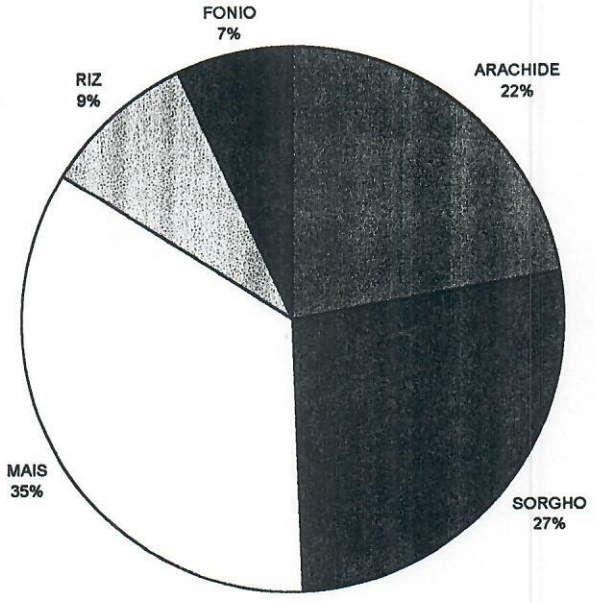
SPECULATION	PART DANS L'ASSOLEMENT
ARACHIDE	22%
SORGHO	27%
MAIS	35%
RIZ	9%
FONIO	7%

78% des superficies cultivées sont destinées à des cultures céréalières destinées à l'autoconsommation. Cela dénote la faiblesse des échanges agricoles . Nous sommes pratiquement en présence d'une économie de subsistance.

EVOLUTION DES SUPERFICIES CULTIVEES ET DE LA PLUVIOMETRIE DANS LA C.R. DE SARAYA
DE 1989 à 1996



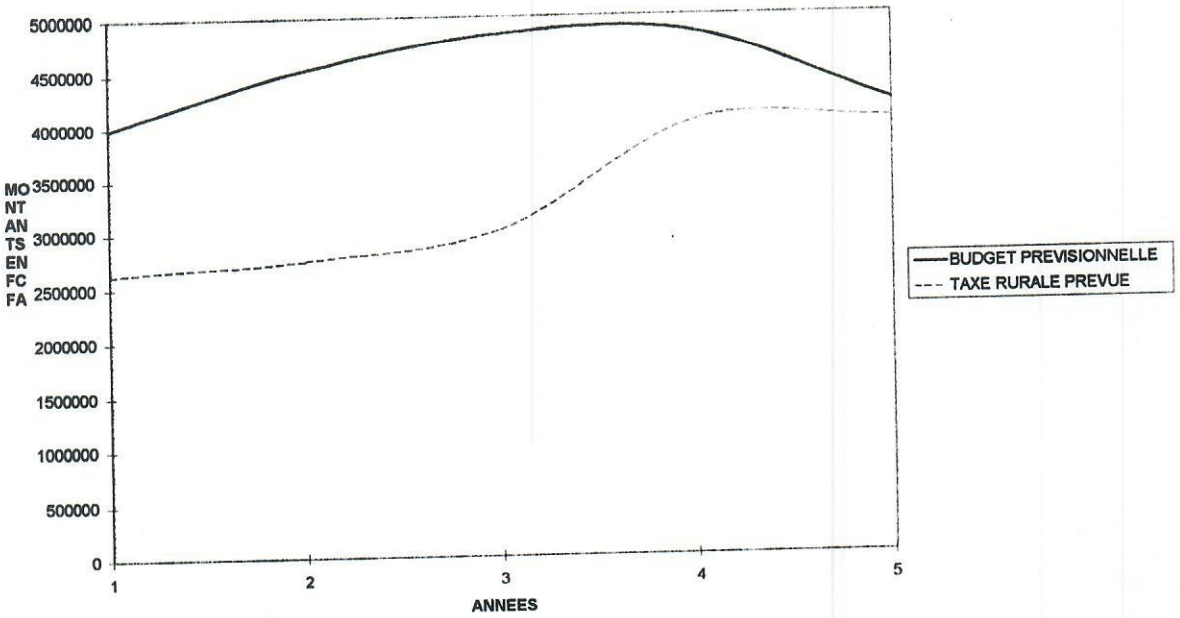
ASSOLEMENT DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE SARAYA



b) Les productions

- Ils sort de ces chiffres sur la production qu'il y a un déficit chronique dans la couverture des besoins céréaliers des populations même si la situation était excédentaire en 1994/95. Nous parlons de bilan céréalier brut car nous ne prenons en compte que la production brute . Le bilan céréalier serait plus faible encore.

COMPARAISON BUDGET PREVISIONNEL ET PREVISON DE RECOUVREMENT DE LA TAXE RURALE DE 1993 A 1997



216 / INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES DE BASE

a) Infrastructures administratives

TABLEAU N° 24 : **LES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES**

Services	Lieu d'implantat°	Logements	Bureau/classe	ALPHA
S/préfecture	Saraya	1	1	
CERP	Saraya	4 (FED)		
Poste de Santé	Saraya	1	1	
Poste de Santé	Nafadji	1	1	
Ecoles publiques	Saraya	2	6	2
	Sanela		1	
	Barabiri		1	
	Bembou	1	2	
	Kondokhou	1	2	
	Bambadji		1	
	Diakha-Médina		1	
	Nafadji	1	3	
	Diakhaba		1	
SODEFITEX	Saraya	2	1	1
	Bembou			1
	Nafadji	1	1	1
BUREAU DE PTT	SARAYA			

b) Les infrastructures communautaires _

Infrastructures Communautaires	Nbre	Origine	Oservations
Maison communautaire	1	Conseil rural	
Maternité rurale	1	Conseil rural	fonctionnelle
Forage équipé	3	Etat	fonctionnelle
Forage non équipé	1	Etat	Non fonctionnelle
Moulin à mil	3	FENU	2 Fonctionnelles
Magasin céréalier	2	CRS	Fonctionnelle
Forages manuels	9	Etat	non fonctionnelle
Magasins SONAR	1	ONCAD	fonctionnelle
Campement de chasse	2	Prêt - ONG	"
Section villageoise	10	UNCA	"
Coopérative rurale	1	UNCA	"
Pharmacie villageoise	2	SSP	"
Mosquées	4		
Terrain de football	7		1 fonctionnelle
Case de santé	4	Population	"

La communauté rurale dispose également de 65 kilomètres de routes bitumées et 365 kilomètres de pistes . Les pistes relient les villages suivants :

- SARAYA / SAENSOUTOU : 80 KM
- SARAYA / BRANSAN : 120 KM
- SARAYA / MOUSSALA : 55 KM
- SARAYA / NAFADJI : 30 KM
- SARAYA / BAMBADJI/MOUSSALA : 80 KM

A part SARAYA SAENSOUTOU ET SARAYA NAFADJI, les autres pistes sont dans un état défectueux, les pistes SARAYA NAFADJI ET SARAYA DALLOTO ont été fait par le programme PNUD/FENU .

217 / LES INTERVENANTS DANS LA COMMUNAUTE RURALE

En dehors de l'intervention classique de l'état à travers ses structures décentralisées , des projets et / ou ONG ainsi que des privées interviennent dans la communauté rurale

a) le CERP

L'équipe du CERP de SARAYA est composé de quatre personnes : un chef de CERP qui est un agent technique relevant des services du développement à la base, un agent technique des eaux et forêt , un agent technique de l'élevage et un agent technique de l'agriculture.

b) ONGS et/ou PROJETS

TABLEAU N° 26 **ONG OU PROJET INTERVENANT DANS LA CR**

DENOMINATION	LOCALISATION	DOMAINES D'INTERVENTION	BENEFICIAIRES	NIVEAU D'EXECUTION
Projet de promotion de micro-entreprises rurales	SARAYA	Commerce, agriculture, élevage, artisanat	population sous forme de crédit	sensibilisation, information, étude de projets
Programme spécial de sécurité alimentaire	PONDALA, SARAYA	riziculture, aviculture	groupement de promotion des femmes	aménagement rizière,
GAVD	VILLAGES POSSEDANT POMPES MANUELLES SUR PUITS	HYDRAULIQUE, ALPHABETISATION	POPULATION	FORMATION D'ARTISANS REPARATEURS DES POMPES MANUELLES
AFVP	VILLAGES POSSEDANT POMPES MANUELLES SUR PUITS	HYDRAULIQUE, ALPHABETISATION	POPULATION	FORMATION D'ARTISANS REPARATEURS DES POMPES MANUELLES

SOURCE / NDIAYE ET CAMARA .- PLD SARAYA , 1998

c) intervenants privés

TABLEAU N° 27 : **INTERVENANTS PRIVES**

NOM OU RAISON SOCIALE	LOCALISATION	DOMAINES D'INTERVENTION	RETOMBEE POUR LA COMMUANUTE RURALE
ASHANTI GOLD FIELD	KHARAKENA	EXPLOITATION AURIFERE	NEANT
HANSA GEO MINE	BEMBOU	EXPLOITATION AURIFERE	NEANT

d) le FDL comme intervenant dans la communauté rurale

Le fonds de développement local fait également parti des intervenants dans la communauté rurale . Son intervention se situe dans des domaines spécifiques que sont :

- l'appui à la décentralisation et la lutte contre la pauvreté

l'appui à la reformulation des plans locaux de développement.

2.2 SYNTHESE DES POTENTIALITES CONTRAINTES ET SOLUTIONS

22 1. IDENTIFICATION DES POTENTIALITES OU LES RESSOURCES DE LA COMMUNAUTE RURALE

Les potentialités de la communauté rurale ont été approchées sous l'angle de ses ressources naturelles. Ces ressources naturelles ont été abordées tout au long de ce rapport, nous en faisons ci-dessous une économie succincte

221.1/ RESSOURCES FORESTIERES

De par sa situation éco-géographique, la communauté rurale de SARAYA renferme d'importantes ressources forestières . Le tableau ci-dessous donne le type, leur localisation et leur mode d'exploitation

TABLEAU N° 28: **RESSOURCES FORESTIERES**

Type	localisation	mode de gestion
MAAD	ZONE DE DANTILIA	ARTISANAL/INDIVIDUEL
PAIN DE SINGE	ZONE DE DANTILIA	ARTISANAL/INDIVIDUEL
MIEL	TOUT LE DEPARTEMENT	ARTISANAL/INDIVIDUEL
TAMARIN	ZONE DE DANTILIA	ARTISANAL/INDIVIDUEL
VIN DE PALME	DEPARTEMENT	EXPLOITATION INTERDITE
BAMBOU	IDEM	EXPLOITATION CONTINGENTEE
RAFIA	IDEM	ARTISANAL/INDIVIDUEL
RONIER	IDEM	ARTISANAL/INDIVIDUEL
VENNE	IDEM	ARTISANAL/INDIVIDUEL
KARITE	ZONE DANTILIA	ARTISANAL/INDIVIDUEL
DANX, DIMBE, ETC...		

SOURCE : NDIAYE ET CAMARA .- PLD SARAYA 1998

221 2 / RESSOURCES EN SOL

TABLEAU N° 29 : **RESSOURCES EN SOL**

TYPE	LOCALISATION	MODE D'EXPLOITATION
SOL ARGILEUX (bas fond) SOL ARGILO-SABLEUX	ZONE DE LA FALEME RESTE DE LA COMMUNAUTE RURALE	CONSTRUCTION, RIZICULTURE ZONE AGRICOLE

SOURCE : NDIAYE ET CAMARA .- PLD SARAYA 1998

221 . 3 / RESSOURCES EN EAU

TABLEAU N° 30 : **RESSOURCES EN EAU**

TYPE	LOCALISATION	MODE D'EXPLOITATION
RESSOURCES EN EAU ■ mare ■ fleuve	Bambadj, Dalafing, Fodebinéa, NANIYO TO	abreuvement animaux domestiques Pêche artisanale

Source : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA 1998

221.4 / RESSOURCES SOUS SOL

TABLEAU N°31 : **RESSOURCES DU SOUS SOL**

TYPE	LOCALISATION	MODE D'EXPLOITATION
OR FER	KHARAKHENA, MASA MASA BOOFETO, KHARAKHENA	TRADITIONNELLE/INDUSTRIELLE INDUSTRIELLE

SOURCE : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA, 1998

221.5 / RESSOURCES PASTORALES

TABLEAU N°32 : **LES RESSOURCES PASTORALES**

TYPE	LOCALISATION	MODE D'EXPLOITATION
PATURAGE	PARTOUT	VAINE PATURE

Source : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA, 1998

221.6 / RESSOURCES FAUNIQUES

TABLEAU N° 33 : **RESSOURCES FAUNIQUES**

TYPE	LOCALISATION	MODE D'EXPLOITATION
TOUTES LES ESPECES	ZONE D'INTERËT CYNEGETIQUE	DEFINI PAR ARRETE MINISTERIEL

Source : NDIAYE ET CAMARA .-PLD DE SARAYA , 1998

221.7 / RESSOURCES HALIEUTIQUES

TABLEAU N° 34 : **RESSOURCES HALIEUTIQUES**

TYPES	LOCALISATION	MODE D'EXPLOITATION
PECHE (CARPES SURTOUT)	VILLAGES RIVERAINS DE LA FALEME	TRADITIONNEL/AUTOCONSOMMATION.

Source : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA , 1998

22 2 / IDENTIFICATION ET ANALYSE DES CONTRAINTES

La communauté rurale de SARAYA, malgré ses énormes potentialités en ressources naturelles, CF. ci-dessus, renferme des contraintes liées au manque d'eau potable, à la faible exploitation des ressources naturelles, à la péjoration des conditions sanitaires de la population, à la faiblesse du taux d'éducation de sa population mais surtout à l'enclavement de ses villages .

L'identification de ces contraintes[8] fera l'objet d'une analyse ci-dessous suivant l'ordre de priorité définie par les populations elles mêmes à travers les diagnostics villages centres/villages polarisés.

[8] CF. tableau sur priorités de la communauté rurale

222.1) PROBLEMES LIES AU MANQUE OU A L'INSUFFISANCE D'EAU

Les problèmes sont de plusieurs catégories et varient selon les villages . Ils pourraient être classés sous cinq grands rubriques :

- **Manque d'eau potable :** ce problème concerne tous les villages riverains de la Falémé ; les populations boivent directement l'eau du fleuve qui n'est pas potable. Ce problème est à l'origine de certaines maladies comme l'onchocercose à Moussala Mahinamine, la bilharziose dans tous les villages, le ver de guinée, des diarrhées et quelques maladies de la peau .
- **Insuffisance d'eau potable :** le phénomène concerne surtout les villages situés le long de la falémé. Dans ces villages, il n'y a pas de puits et /ou de forage . S'il en existe, généralement le forage n'est plus fonctionnel faute de pièces de rechange . Cette situation favorise des conflits entre populations de plusieurs villages obligées de partager le puits et/ou le forage. En saison sèche, le bétail partage l'eau disponible avec la population ; ce qui accentue les déficits.
- **Tarissement des puits et cours d'eau en saison sèche** : c'est une particularité de la zone de la Falémé. Ce phénomène s'explique par la baisse de la pluviométrie constatée depuis un certain nombre d'années. Les populations considèrent également que cette situation est due au déboisement : coupe abusive et feux de brousse .
- **Eboulement au niveau des puits** : cette situation, liée à la nature des sols , est fréquente et pose le problème de la durabilité des ouvrages . L'éboulement des puits est surtout dû aux techniques de soutènement utilisées dans les puits traditionnels. Ce phénomène participe au tarissement des puits .
- **Difficultés de cultiver en saison sèche à cause de l'assèchement de la Falémé :** C'est un problème posé par tous les villages riverains de la Falémé qui souhaitent l'installation de barrages hydro-agricoles.

222. 2 / FREQUENCE DES FEUX DE BROUSSE

La responsabilité de ces feux de brousse est attribuée aux chasseurs et aux campements touristiques qui existent dans la zone. Mais également aux apiculteurs et/ou tout simplement aux fumeurs et autres contrebandiers. Il y a également l'action des paysans lors du défrichement des champs .

Ces feux de brousses sont considérés par les populations comme les causes principales du déboisement , de la baisse de la pluviométrie et par conséquent du tarissement des cours d'eau.

222.3 / PROBLEME DE SANTE

D'une manière générale, le problème de santé est ressenti dans tous les villages et surtout ceux situés le long de la Falémé. Il n'existe que deux postes de santé[9] dans toute la communauté rurale gérés par deux infirmiers chef de poste. Ces postes de santé sont sous équipés et n'arrivent donc pas à satisfaire la demande de la population en matière de santé . Une case de santé est prévue à Kondoukhou . La faiblesse voire l'inexistence de la couverture sanitaire est plus cruciale dans les villages riverains de la Falémé où aucune infrastructure sanitaire n'est encore prévue . C'est pourquoi, en cas d'urgence, les populations sont obligées d'aller de l'autre côté de la falémé, village de Kéniéba situé au Mali, pour y retrouver une structure sanitaire disponible .

Les pistes font également défaut pour l'évacuation sanitaire des malades en cas d'urgence . Il n'y a pas de piste de MOUSSALA MAHINAMINE à SARAYA

222.4 / DIFFICULTES LIEES A L'EXPLOITATION DES SOLS

Les difficultés sont de deux sortes :

- **Nature des sols** : Les sols sont souvent difficiles à travailler . Ils sont de type cuirasse latéritique, gravillonnaire, rocheux ou très argileux . Ce qui ne prédispose pas à une agriculture de type traditionnel où les instruments aratoires sont encore rudimentaires .
- **Manque de matériels agricoles** : le matériel agricole rudimentaire utilisé ne permet pas de faire un travail profond du sol . Malgré l'effort physique consenti par les paysans les rendements à l'hectare demeurent encore faibles . L'introduction de matériels agricoles de type moderne demeure plus que jamais une nécessité pour assurer aux populations la possibilité de cultiver partout et partant s'assurer de meilleurs rendement.

---

[9] A SARAYA

222.5 / ENCLAVEMENT ET PROBLEMES DE COMMUNICATION

Hormis les villages situés le long de l'axe SAENSOUTOU-SARAYA-NAFADJI, l'enclavement concerne la quasi - totalité des villages de la communauté rurale . L'enclavement des villages pose un sérieux problème de communication . La communauté rurale dans sa globalité n'est dotée que de 65 km de routes goudronnées et 365 km de pistes praticables seulement une partie de l'année .

222.6 / EDUCATION / ALPHABETISATION

Malgré un immense effort de construction de classes et un niveau de scolarisation des filles en net progression, le niveau de scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés est encore très faible . Cela est du en grande partie à l'hostilité de certains parents qui ne voient pas en l'éducation une priorité. Ils préfèrent garder les enfants pour des activités agro-pastorales .

Le phénomène est frappant dans la quasi totalité des villages riverains de la Falémé, exception faite de quelques villages ayant des émigrés qui d'ailleurs le plus souvent participent à la construction de classes. Dans un village comme DIAKHABA, seul existe l'enseignement coranique.

L'alphabétisation, parent pauvre de l'éducation n'arrive pas encore à s 'installer . Seules quelques centres existent dans la communauté rurale . Chez les adultes, le taux d'analphabétisme est très élevé et avoisine 90% de la population .

222.7 / PROBLEMES FONCIERS ET GESTION DES TERRES

Ces problèmes fonciers intéressent les villages riverains de la FALEME . Du fait de la transhumance, il y a souvent des conflits entre agriculteurs et éleveurs . Ces pasteurs viennent généralement du Mali et/ou du Boundou .

Nous présentons dans le tableau ci-dessous un résumé des contraintes identifiées et des solutions préconisées par les populations.

222.8 ABSENCE DE MOYENS POUR EXPLOITATION DE L'OR

L'exploitation artisanale de l'or est une activité qui draine de plus en plus les populations de la communauté rurale . Cette activité menée par les femmes a une part importante dans la formation brute des revenus du ménage . Malheureusement, elle souffre d'un manque considérable de moyens d'exploitation et d'organisation de la filière . Même si une fédération réunie actuellement l'ensemble des GIES s'adonnant à cette activité

TABLEAU N° 35 : **IDENTIFICATION, CLASSEMENT DES CONTRAINTES ET SOLUTIONS PRECONISEES PAR LES POPULATIONS**

CONTRAINTES	SOLUTIONS PRECONISEES PAR LES POPULATIONS
1/ MANQUE ET INSUFFISANCE D'EAU POTABLE ■ Manque d'eau potable ■ Insuffisance d'eau ■ Tarissement des puits et cours d'eau en saison sèche ■ Eboulement des puits ■ Difficulté de cultiver en saison sèche	■ Sensibilisation aux techniques de traitement de l'eau ■ Fonçage de puits et forage ■ Construction de forages dans les villages centres ■ Aménagement des bas fonds ■ Mise en place d'un barrage hydroagricole pour permettre aux populations de cultiver plus longtemps.
2/ PROBLEMES DE SANTE ■ insuffisance d'infrastructures de santé ■ insuffisance d'équipement des infrastructures de santé ■ manque de véhicule pour évacuer les malades ■ insuffisance de personnel ■ manque de sensibilisation des populations	■ Construction et équipement de cases de santé, de postes de santé et centres de santé surtout dans les villages riverains de la FALEME ■ Doter la communauté rurale d'une ambulance et d'équipements sanitaires ■ Affectation de personnel qualifié suffisant ■ Sensibiliser les populations sur la prévention de certaines maladies
3/ EDUCATION ET ALPHABETISATION ■ manque d'écoles dans les villages ■ insuffisance de centres d'alphabétisation ■ manque de sensibilisation des parents d'élèves	■ Ouvrir des écoles dans les villages qui en sont dépourvues et les équiper ■ Sensibiliser les parents à inscrire leurs enfants ■ Construire des centres pour l'alphabétisation
4/ ENCLAVEMENT ET PROBLEME DE COMMUNICATION ■ difficultés de communication entre les villages surtout en hivernage ■ état défectueux des pistes de productions existantes ■ absence de cabine téléphonique ■ irrégularité des liaisons postales	■ Aménagement de pistes de production fonctionnelles ■ Réfection des pistes existantes ■ Etablissement de liaison postales régulières ■ Equiper la zone de cabines téléphoniques
5 / EXPLOITATION DES SOLS ■ faible niveau d'encadrement des paysans ■ archaïsme du matériel agricole ■ faiblesse du niveau de formation des artisans locaux ■ manque de matériel pour exploiter le sous sol (or) ■ Infestation des sols par les termites	■ Encadrer les paysans ■ Equiper les paysans en matériels agricoles adéquats ■ Aider les paysans à moderniser les techniques culturales ■ Formation des artisans locaux pour la fabrication de matériel s agricoles ■ mettre en place du matériel pour exploiter l'or du sous sol ■ Dotation en produits phytosanitaires.
6/ FREQUENCE DES FEUX DE BROUSSES ET DEBOISEMENT ■ diminution drastique de la capacité agrostologique des	■ Sensibilisation ■ Mettre sur pieds des comités de luttes avec des moyens adéquats

pâturages ■ déboisement intensif ■ manque de moyens de lutte contre les feux de brousse	■ Création de bois de village
7/ PROBLEMES FONCIERS ET GESTION DES TERRES ■ absence de système de gestion des terroirs ■ absence de parcourt du bétail ■ divagation des animaux	■ Sensibiliser les populations sur l'utilisation rationnelle des terres, ■ Création de parcours du bétail et délimitation des zones de pâturage
8/ LOURDEUR DES TRAVAUX DES FEMMES ■ surcharge de travail des femmes ■ absence d'équipement pour aider les femmes ■ absence de centre de formation technique féminin	■ Doter les femmes de moulins à céréales et de machine à décortiquer le fonio ■ Ouvrir des centres de formations techniques pour les femmes
9/ EXODE DES JEUNES ET MANQUE D 'INFRASTRUCTURES DE JEUNESSE ■ désoeuvrement de la jeunesse ■ absence de terrain de sport équipé ■ émigration ■ manque de bras pour les travaux agricoles	■ Création de foyers des jeunes ■ Aménagement des aires de jeux ■ Ouverture de centres de formation professionnelle
10 / INEXISTENCE DE MAGASINS D'APPROVISIONNEMENT ET DE CONSERVATION DES PRODUITS AGRICOLES ■ difficulté de s'approvisionner en denrées de premières nécessités ■ coût élevé des prix à la consommation ■ manque de formation pour gérer des magasins	■ Créer des magasins d'achat dans les villages centres ■ Equiper les villages de magasins de stockage ■ Former les paysans en gestion des stocks.
11 / MANQUE DE MATERIEL AGRICOLE ET DE MATERIEL DE PROTECTION DES CULTURES. PROTECTION DU BETAIL CONTRE LES FAUVES ■ manque de moyens pour lutter contre les animaux sauvages ■ manque de moyens pour lutter contre les déprédateurs des cultures.	■ Mettre en place un fond d'équipement agricole ■ Mettre en place des produits de traitements des cultures ■ Créer des enclos pour le bétail .
12 / ABSENCE DE MATERIEL ADEQUAT POUR EXPLOITER L'OR ET DE COMPTOIR DE COMMERCIALISATION	■ Mettre en place un fonds d'équipement pour acquérir du matériel d'exploitation de l'or ■ Création de comptoir de commercialisation de l'or

source : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA , 1998

4 EME PARTIE : PERSPECTIVES ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT

III / LES AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT

A la lecture de la présentation ci-dessus, il ressort qu'il y a énormément de contraintes pour améliorer les conditions de vie des populations de la communauté rurale de SARAYA . Nos discussions avec les populations d'une part et les conseillers ruraux d'autre part ont fait ressortir leurs priorités en matière de solutions à apporter à leur contraintes . Nous en faisons une présentation succincte à travers le tableau ci-dessous .

TABLEAU N° 36 : **SYNTHESE DES PRIORITES AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE RURALE**

N°	PRIORITES
1	SANTE DES POPULATIONS
2	HYDRAULIQUE
3	AGRICULTURE / ELEVAGE/ EAUX ET FORETS
4	EDUCATION FORMATION
5	DESENCLAVEMENT DES VILLAGES
6	ACTION SOCIO-CULTURELLES (FOYERS DES JEUNES)
7	ECONOMIE FAMILIALE RURALE (ALLEGEMENT DES TRAV. FEMMES
8	APPUI INSTITUTIONNEL DU CR ET DU CERP
9	EXPLOITATION MINIERE
10	SECTEUR INFORMEL

SOURCE : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA , 1998

Cette présentation n'est qu'une synthèse de nos discussions au niveau de l'ensemble de la communauté rurale . mais par village centre, la situation est la suivante :

TABLEAU N° 37: **SYNTHESE DES PRIORITES PAR VILLAGE CENTRE**

PRIORITES VILLAGES	1	2	3	4	5	6
NAFADJI	Eau	Education	Santé	Enclavement	Lourdeur des travaux des femmes	Foyer des jeunes
MOUSSALA MAHINAMINE	Eau	Enclavement	Santé	Femmes	Education	Jeunes
DIAKHABA	Eau	Santé	Matériel agricole	Education	Femmes	Enclav.
SARAYA	Eau	Aménagement hydro	Santé	Education		

SOURCE : NDIAYE ET CAMARA .- PLD DE SARAYA , 1998

Trouver les axes majeurs de la lutte contre la pauvreté et l'appui à la décentralisation des communautés rurales demeurent le principal enjeu poursuivi par les PLD. Pour ce faire, des réalisations d'intérêts communautaires pour améliorer les conditions de vie de toute la communauté ainsi que des projets devant permettre d'augmenter le niveau de revenu des populations locales devront être mis en place . Mais ces axes prioritaires du développement de la zone de SARAYA, devront forcément tenir compte des priorités des populations telles qu'elles ont été définies dans les pages précédentes . Nous développons ci-dessous les actions les plus importantes .

IV - PROGRAMME D'ACTIONS ET D'INVESTISSEMENT

41 / LES CONDITIONS DE LA MISE EN ŒUVRE

41.1 / LES ASPECTS INSTITUTIONNELS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Il s'agira de mettre en place une structure locale qui servira de cadre de concertation et jouera le rôle de coordinateur des actions à mettre en place . Située au niveau de l'arrondissement, cet organe de décision sur le choix des actions à mener et de programmation de leur réalisation réunira les conseillers ruraux, les représentants locaux d'organisation de jeunes, de femmes, de l'administration locale (sous préfet, CERP) et des personnes ressources susceptibles d'apporter un plus dans le bon fonctionnement de la structure (enseignants, chef de poste de santé, représentants des ONGs, de projets etc...).

41 2 / LES INSTRUMENTS DE LA MISE EN ŒUVRE

La structure locale à créer s'appuiera sur des instruments de mise en œuvre des programmes et actions définis par les communautés rurales et les populations . Il s'agira de mettre en place des conventions et/ou d'établir des contrats entre :

- cette structure de coordination et la communauté rurale,
- les communautés de base et les prestataires de service.

Ces conventions et/ou contrats définiront les modes de participation des communautés de base : participation physique (investissement humain) , financière (cofinancement) et serviront d'outils de suivi des programmes .

42 / L'HORIZON TEMPOREL

L'horizon temporel 2004 est proposé pour la réalisation de l'ensemble des actions programmées . C'est donc la dernière année du plan. Cet horizon temporel est divisé en deux étapes principales :

- **1999 - 2001**

Cette période correspond à l'élaboration et à l'exécution de trois programmes annuels d'investissement publics prioritaires . Cette phase va correspondre avec la fin du mandat du conseil rural . Pour la mise en œuvre des actions prévues dans cette phase, deux instruments seront utilisés :

- la programmation annuelle ou plan programme annuel : il s'agit à partir du PLD de choisir des actions prioritaires à mener pour chaque année du programme. Il s'agira donc d'un véritable outil d'exécution du PLD qui sera ajusté année après année en fonction de tous les éléments intervenus au cours de chaque gestion budgétaire afin de répondre aux nouvelles exigences de l'environnement socio - économique .
- Le programme annuel et budget de la communauté rurale

Le budget prévisionnel du conseil rural sera constitué des ressources financières propres à ce dernier et de celles apportées par d'autres partenaires . Il est l'instrument d'exécution des programmes annuels définis par les collectivités locales . ce budget est élaboré et exécuté annuellement

- **2002 - 2004**

La première année de cette étape permettra à la fois de réviser le PLD et de consolider les acquis de la première phase.

43 / LES PROJETS D'INTERET COMMUNAUTAIRES OU LE PROGRAMME D'ACTION PUBLIC

43.1 / Amélioration de la situation sanitaire

L'amélioration de la situation sanitaire des populations de SARAYA passe par plusieurs facteurs :

- la réalisation de postes de santé dotée de maternité rurale dans les villages centres ainsi que l'affectation dans ces structures de personnels qualifiés.
- la réalisation et l'équipement de cases de santé dans les villages dont la population atteint au moins 200 habitants et situés dans un rayon de 15 à 20 kilomètres des postes de santé . Les villages enclavés de la Falémé pourrait bénéficier du critère d'enclavement pour abriter une case de santé au cas où les critères d'éloignement et de poids démographiques ne sont pas remplis .
- la formation de matrones en soins de santé primaire , suivi des grossesses et gestion pour tenir les cases de santé . Les matrones devront être préférées aux agents de santé communautaires car les femmes sont moins sujettes au déplacement : voyage, émigration, navétanat etc...
- mettre en place des latrines dans tous les villages afin de diminuer le péril fécal
- amélioration de la situation hydraulique afin d'augmenter la disponibilité en eau potable par la création de puits hydrauliques dans les villages , l'augmentation des bornes fontaines et donc du réseau d'adduction d'eau potable dans les villages dotés de forage
- formation des comités de gestion de l'eau afin de mieux gérer les points d'eau ainsi créés
- formation de comité d'hygiène et d'assainissement dans tous les villages .
- approvisionnement en médicaments

43.2/ Améliorer la production du secteur primaire

Ce secteur englobe l'agriculture, l'élevage et les eaux et forêts

a) **Agriculture** : la contrainte essentielle notée dans ce secteur est le sous équipement voire le non équipement des exploitations agricoles, le manque de magasin de stockage des céréales .

Les perspectives résident donc dans :

- la mise en place d'un fond « revolving » d'équipement des exploitations agricoles .
- la réalisation de magasin de stockage
- la disponibilité de semences améliorées .
- dans la zone de la Falémé, des aménagements hydro-agricoles devront permettre de mieux exploiter cette partie.
- acquisition de matériels agricoles

b) **Elevage** : les actions dans ce secteur devront tourner autour de :

- La mise en place de pharmacies vétérinaires dans les villages centres devra permettre de mieux soigner les troupeaux de la zone
- la formation d'hygiénistes vétérinaires pour gérer les pharmacies vétérinaires , détecter les maladies des troupeaux et faire les soins et les vaccinations nécessaires . Ces hygiénistes devront être choisis parmi les jeunes des villages
- l'amélioration de la capacité de stockage des points d'eau par l'aménagement des bas fonds pour augmenter la disponibilité de l'eau durant la saison sèche .

c) **Eaux et Forêts** : les actions dans ce secteur devront tourner vers :

- la lutte contre les feux de brousse par la création de comités de lutte dans tous les villages
- la sensibilisation des populations sur les effets néfastes des feux de brousse
- la réalisation de périmètres de reboisement villageois plus communément appelés « bois de village »

43.3 / Education et formation

a) Education

La scolarisation des enfants est à un niveau très bas . Le plan de développement devra permettre :

- la création de nouvelles écoles dans tous les villages où il y a un potentiel
- la sensibilisation des parents pour envoyer les enfants , les filles surtout, à l'école
- l'augmentation du nombre d'enseignants
- la dotation en matériels scolaires et mise en place de bibliothèque scolaire.

b) **Alphabétisation**

Le niveau d'alphabétisation des adultes est relativement bas dans la zone. Le programme devra envisager de mettre en place ou d'appuyer des opérateurs qui existent déjà des abris pour une alphabétisation fonctionnelle dans tous les villages. Cette alphabétisation devra d'abord concerner les leaders des associations et / ou les gestionnaires d'infrastructures .

c) **Formation**

Des besoins en formation des membres du conseil rural ont été exprimés lors des développements dans les pages précédentes . Ces besoins devront être pris en compte dans le plan de développement de SARAYA. Nous les rappelons ci-dessous :

- Régionalisation : transfert de compétence dans tous les domaines , budget, état civil
- gestion des équipements en milieu rural : équipement hydraulique, moulin à mil etc ...
- technique d'élaboration des projets pour les hommes et pour les femmes
- technique de gestion des ressources naturelles
- code de la famille
- alphabétisation en langue nationale

La formation ne se limite pas aux activités des conseillers ruraux. Elle pourrait être étendue à l'ensemble de la jeunesse afin de mieux valoriser leurs pratiques économiques. Il s'agirait de mettre en place à SARAYA un centre de formation professionnelle pour l'ensemble des secteurs de la vie professionnelle : agriculture, élevage, forets, etc...

43.4 / Désenclavement de la communauté rurale

Le problème d'enclavement de la communauté rurale de SARAYA constitue une contrainte de taille dans le développement de la zone . Un programme de création de pistes nouvelles pour relier les villages à SARAYA est donc à envisager . Actuellement un important programme de réalisation de pistes nouvelles est encours d'élaboration au niveau de la DDR de la SODEFITEX. Le tableau ci-dessous donne le programme de pistes nouvelles ainsi que leur programmation dans le temps .

TABLEAU N° 38 : **PROGRAMME PISTE DE SARAYA Etape N° 1 (An 1 à 5)**

Secteur	N°	Axes routiers sélectionnés	km	nbre de villages sur axe sélectionné
SARAYA	1	Saraya - Madina – Diakha	12	3
		Madina Diakha – Moussala	43	7
	2	Fodé Binéa – Guémédié	65	5
		Saraya Dalafing	12	2
	3	Dalafing - Moussala – Mahinamine	25	3
		TOTAL	157	20

Source : SODEFITEX .- DIRECTION DU DEVELOPPEMENT RURAL, SD

TABLEAU N° 38 **BIS PROGRAMME PISTE DE SARAYA Etape N° 2 (An 6 à 10)**

Secteur	N°	Axes routiers sélectionnés	km	nbre de villages sur axe sélectionné
SARAYA	1	Afia Bakho – Yéroya	9	3
	2	Afia Bakho – Vélingara	12	2
	3	Sekhoto Khouleya	8	2
	4	Toubacouta – Moutouga	15	2
	5	Samécouta – Vélingara	20	2
		TOTAL	64	11

Source : SODEFITEX : DIRECTION DU DEVELOPPEMENT RURAL, SANS DATE

Au total 221 km de piste seront réalisés sur l'ensemble de la communauté rurale à la fin du programme .

43.5 / Allégement des travaux de la femme

Une meilleure intégration de la femme dans le développement signifierait lui enlever certaines pesanteurs liées à des tâches quotidiennes : pilage du mil, préparation du fonio etc ... La mise en place d'équipements comme les moulins à mil, les machines à décortiquer le fonio est ainsi un passage obligé . Pour permettre à ces équipements de perdurer, des personnes devront être formées pour leur utilisation, des comités de gestion devront être mises en place et les membres formés. Des stocks de pièces de rechanges pour les pièces d'usure courante devront être constitués.

Des mécaniciens pour l'entretien et la réparation des équipements devront être identifiés. Ces équipements ne pourront être placés que dans les gros villages (village centre) pour un souci de rentabilité .

L'allégement des travaux de la femme c'est également leur permettre d'être mieux équiper pour mieux s'adonner à l'exploitation artisanale de l'or qui tend à devenir leur principale source de revenu.

43.6 / Actions socioculturelles et sportives

Le désoeuvrement de la jeunesse est un trait commun à l'ensemble des villages de la zone .

- La réalisation d'infrastructures pour les jeunes comme un centre social et culturel doté de salle de formation, de discothèque, de bibliothèque etc...est un souhait ardent de la jeunesse et devrait donc être pris en compte dans le programme de développement de la communauté rurale.
- La clôture des cimetières, surtout à SARAYA pourrait être une action mobilisatrice pour le programme
- La réalisation d'aires de jeux omnisports pourrait permettre d'occuper sainement la jeunesse.
- La construction d'une grande mosquée à Saraya

44 / PROJETS DES GROUPEMENTS ou programme des communautés de base

- Il s'agit généralement de projets des groupements dont le but est d'augmenter le niveau de revenu des bénéficiaires . Nous avons relevé plusieurs types de projets : le maraîchage, la riziculture dans les bas fonds aménagés, les vergers, l'aviculture, le commerce, la transformation des produits forestiers, la pêche, l'exploitation aurifère, etc.

45 / MODE DE FINANCEMENT ET LOCALISATION DU PROGRAMME D'ACTION

La programmation des actions ne concernent que les projets structurants d'intérêt communautaire.

Pour les projets des groupements, c'est plutôt leurs études de faisabilité qui devront être faites assez rapidement pour permettre leur prise en compte rapide par le programme, une fois que les demandes exprimées par les groupements .

1/ FONCAGE DE PUITS NEUFS A USAGE DOMESTIQUE

LOCALISATION	**BUDGET**		
	MONTANT TOTAL	**PARTICIPATION COMMUNAUTE**	**SUBVENTION SOLLICITEE**
Nafadji, Sanéla , Bembou, Diakhaba, Madina, Faraba, Badioula, Barabiri, Dalafing, Coumboutourour, Balory, Dioby, Pondala, Kondokhou, Baitilaye, Dioulafoundou, Bambadji, Garébouréa, Madina dantilia, Satadougou, Fodé Binéa	3 Millions par puits	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

2 / INSTALLATION DE BORNES FONTAINES

LOCALISATION	**BUDGET**		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
SARAYA (3 bornes fontaines)	666.500/unité	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

3 / POSTE DE SANTE DOTE DE MATERNITE RURALE

LOCALISATION	**BUDGET**		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
SARAYA, NAFADJI, MOUSSALA MAHINAMINE, DIAKHABA	28.000.000	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90 % du coût

4 / CASE DE SANTE EQUIPEE

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
BEMBOU, BARABIRI, DALAFING, KONDOUKHOU, BAMBADJI, MOUSSALA M. SATADOUGOU	2 000 000 / CASE	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. 200 000 FCFA/case	1 800 000 / CASE

L'équipement d'une case de santé comprend : une table, une chaise, deux bancs, une armoire métallique , une trousse médicale, une poubelle .

5 / CONSTRUCTION DE CLASSES

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
BEMBOU, SANELA BARABIRI, BADIOULA DALAFING, GARABOUREA KONDOKHOU, BAMBADJI, MOUSSALA M. ET LES AUTRES VILLAGES DE LA COMMUNAUTE RURALE	4.500.000/classe	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

6 / DESENCLAVEMENT DES VILLAGES

Un ambitieux programme est mis en place par la DDR de la SODEFITEX . Cf. plus haut . Il serait souhaitable que ce programme puisse démarrer en début 1999

7 / CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT FOYERS DES JEUNES

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
SARAYA, NAFADJI, MOUSSALA MAHINAMINE, DIAKHABA	5.000.000/unité	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

8 / EQUIPEMENT SPORTIFS ET AMENAGEMENT TERRAINS OMNISPORTS

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
SARAYA, NAFADJI, MOUSSALA MAHINAMINE, DIAKHABA DIAKHA MADINA	300.000/unité	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

9 / ALLEGEMENT DES TRAVAUX DE LA FEMME

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
SARAYA, NAFADJI, MOUSSALA MAHINAMINE, DIAKHABA DIAKHA MADINA	ND	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

10 / FONDS D'EQUIPEMENT AGRICOLE

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
TOUS LES VILLAGES DE LA C.R.	ND	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R.	90% du coût

11 / DEPOT VETERINAIRE ET FORMATION HYGIENISTES

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
SARAYA, NAFADJI, MOUSSALA MAHINAMINE, DIAKHABA DIAKHA MADINA	dépôt : 700.000 AVC : 100.000	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

12 / REALISATION DE BOIS VILLAGEOIS – CREATION DE COMITES DE VIGILANCE

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
DANS TOUS LES VILLAGES DE LA C.R.	Pépinière : 800.000 Comités : 265.000	INVESTISSEMENT Humain, Budget C.R. (10%)	90% du coût

13 / AMENAGEMENT DE MARES POUR L'ABREUVEMENT DU BETAIL

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
VILLAGES SITUES SUR LA FALEME (4 mares)	5.000.000/mare	INVESTISSEMENT Humain, budget C.R. (10%)	90 % du coût

14 / AMENAGEMENT DE BAS FONDS POUR LA PRATIQUE DE L'AGRICULTURE IRRIGUEE

LOCALISATION	BUDGET		
	MONTANT TOTAL	PARTICIPATION COMMUNAUTE	SUBVENTION SOLLICITEE
VILLAGES SITUES SUR LA FALEME (45 ha de bas fonds)	1.500.000/ha	INVESTISSEMENT HUMAIN, BUDGET C.R. (10%)	90% du coût

V / SYSTEME DE SUIVI ET D'EVALUATION

1) Le système de suivi - évaluation

Dans le cadre de sa mise en œuvre, le PLD doit être accompagné d'un programme de suivi-évaluation basé sur des enquêtes permanentes offrant la possibilité de mesurer l'impact du programme sur les conditions de vie des ménages ainsi que sur le dynamisme des collectivités locales : communauté rurale, commune etc... Ce système de suivi - évaluation doit pouvoir répondre aux objectifs du PLD notamment :

- l'augmentation des revenus des populations
- l'amélioration de leur condition de vie : taux de desserte en eau potable, taux de scolarisation de la population en âge de l'être, taux de scolarisation des filles, taux d'accès aux services de base comme la santé, les moulins à mil etc ....
- l'appui à la décentralisation : taux de formation des élus locaux , taux d'alphabétisation des élus locaux, efficacité des secrétariats techniques, amélioration de la fiscalité locale, taux de recouvrement de la taxe rurale , amélioration des outils de gestion communales etc...

2) La situation de référence

Tout système de suivi - évaluation est élaboré à partir d'une situation de référence. Le document des plans locaux de développement servira de cadre de référence pour cerner le degré de satisfaction des objectifs du programme.

3) L'outil préconisé

a) le cadre logique

De façon générale, le cadre logique ou les cadres logiques du programme serviront d'outils pour le suivi - évaluation . Nous rappelons seulement que le cadre logique est un ensemble de concepts entrecroisés que l'on utilise généralement pour formuler un projet explicite, objectivement décrit et évaluable. Il permet d'identifier et de clarifier les liens logiques entre un objectif de projet, les actions entreprises en fonction de cet objectif, les actions préalables et les résultats .

Le cadre logique traite de ces liens sous forme de propositions hiérarchiques qui enchaînent des éléments causatifs aux éléments ultimes tout en offrant un moyen d'expliciter et de décrire concrètement les incertitudes au sein du projet. Il permet également de préciser les facteurs externes au projet susceptibles d'influer sur sa réalisation. Le cadre logique est présenté sous forme de matrice 4 X 4 qui fournit un sommaire concis des éléments les plus importants du projet ainsi que leurs interrelations . Schématiquement, il se présente de la façon suivante :

BUT :

DESCRITPION SOMMAIRE	INDICATEURS OBJECTIVEMENTS VERIFIABLES	MOYENSDE VERIFICATION	PRESUPPOSITIONS IMPORTANTES
OBJECTIF			
BUT	Situation de fin de projet		
EXTRANTS			
INTRANTS			

A partir du document de référence, le cadre logique sera monté étape par étape . Chaque étape correspondant à un pallier de la matrice 4 X 4 ci-dessus et aux deux axes horizontales et verticales . L'axe horizontal comprend la narration du projet, les indicateurs objectivement vérifiables et les moyens de vérification ; tandis que l'axe vertical comprend les liens causatifs du projet .

Etape 1 : rappel du but du programme .

Un projet n'a qu'un seul but , un programme peut en avoir plusieurs . Dans ce dernier cas, il faudra définir un cadre logique pour chaque but. Le but du programme est clair il s'agit d'augmenter les revenus des populations rurales pauvres par des projets économiques dits « projets des groupements » , d'améliorer leur condition de vie par la mise en place de « projets structurants d'intérêt communautaire » et de renforcer les capacités institutionnelles des collectivités locales

Etape 2 : Identification des extrants qui mènent au but

A partir du document de projet et de la situation de référence, il sera possible d'identifier les extrants qui mènent au but du projet. Les extrants sont décrits comme les résultats à atteindre

Etape 3 : Identification des intrants qui correspondent aux extrants

Les intrants correspondent à l'activité du projet et sont toujours formuler à l'infinitif comme par exemple : financer 100 GIE , Former 100 comités de gestion etc...

Etape 4 : Vérification de la logique verticale à partir des questions comment ? pourquoi ?

Le document du programme a déjà défini les problèmes qu'il entend régler, la solution proposée et les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs . Ces différentes situations ont été ventilées entre les quatre paliers du Cadre Logique. Il s'agit à ce niveau de vérification si des liens logiques existent entre les différents paliers . La question « **pourquoi** » se pose en montant (du champ le plus bas vers le champ le plus haut) et la réponse fournie doit se trouver dans le palier immédiatement supérieur au palier où se pose la question . La question « **comment** » est posée en descendant et la réponse doit confirmer que le contenu de chaque palier représente une suite logique en terme du niveau immédiatement inférieur.

Etape 5 : Définition des présupposition qui influencent chaque niveau

Il s'agit de vérifier pour chaque niveau du programme de l'existence de conditions critiques qui, si on y prend garde, risquent d'influencer sa réussite . Ces conditions sont le plus souvent hors du contrôle du gestionnaire du programme . Les présuppositions importantes doivent être dans du domaine du rationnel .

Par exemple :

- des conditions économiques , politiques et/ou institutionnelles
- des conditions de marché
- des conditions climatiques
- de la disponibilité des ressources.

Etape 6 : les indicateurs valables pour chaque niveau du cadre logique ou les I.O.V

Les indicateurs objectivement vérifiables sont les mesures qui permettent de voir ce que le programme doit réaliser. Ces indicateurs sont exprimés en termes de quantité, qualité et délai.

Les indicateurs au niveau du but doivent prendre en compte la situation que le projet souhaite atteindre à la fin du programme . Les indicateurs au niveau du palier des intrants sont de nature bien précis. Ils comprennent les coûts du programme et l'effort nécessaire pour l'entreprendre en terme de coût/homme, d'équipement à acquérir etc...

Etape 7 : les moyens de vérification

Il s'agit de définir pour chaque indicateur objectivement vérifiable comment faire pour obtenir l'information . La plupart des indicateurs sont vérifiables soit à partir de la documentation existante sur le programme soit à partir d'enquêtes à mener

b) La conception des instruments de collecte des informations

Les instruments de collecte sont en fait les moyens de vérification du cadre logique dont nous parlions ci-dessus . Plusieurs types d'investigations devront être menées et à chacune son instrument de collecte . Ainsi donc il y aura :

- des enquêtes externes auprès des populations
- des analyses internes avec les cadres du projet
- des analyses internes avec les collectivités locales .

Les analyses internes avec les cadres du projet et les responsables des collectivités locales ne posent aucun problème. Les analyses internes avec les populations sont plus complexes. Elles procèdent par des réunions au niveau village - par exemple - où la communauté villageoise ou ses représentants exprime la façon dont elle vit le projet . Cela implique :

- l'utilisation de type de mesure habituel aux bénéficiaires
- le recours à la mémoire des participants
- l'existence d'une relation de confiance entre les bénéficiaires et l'encadrement

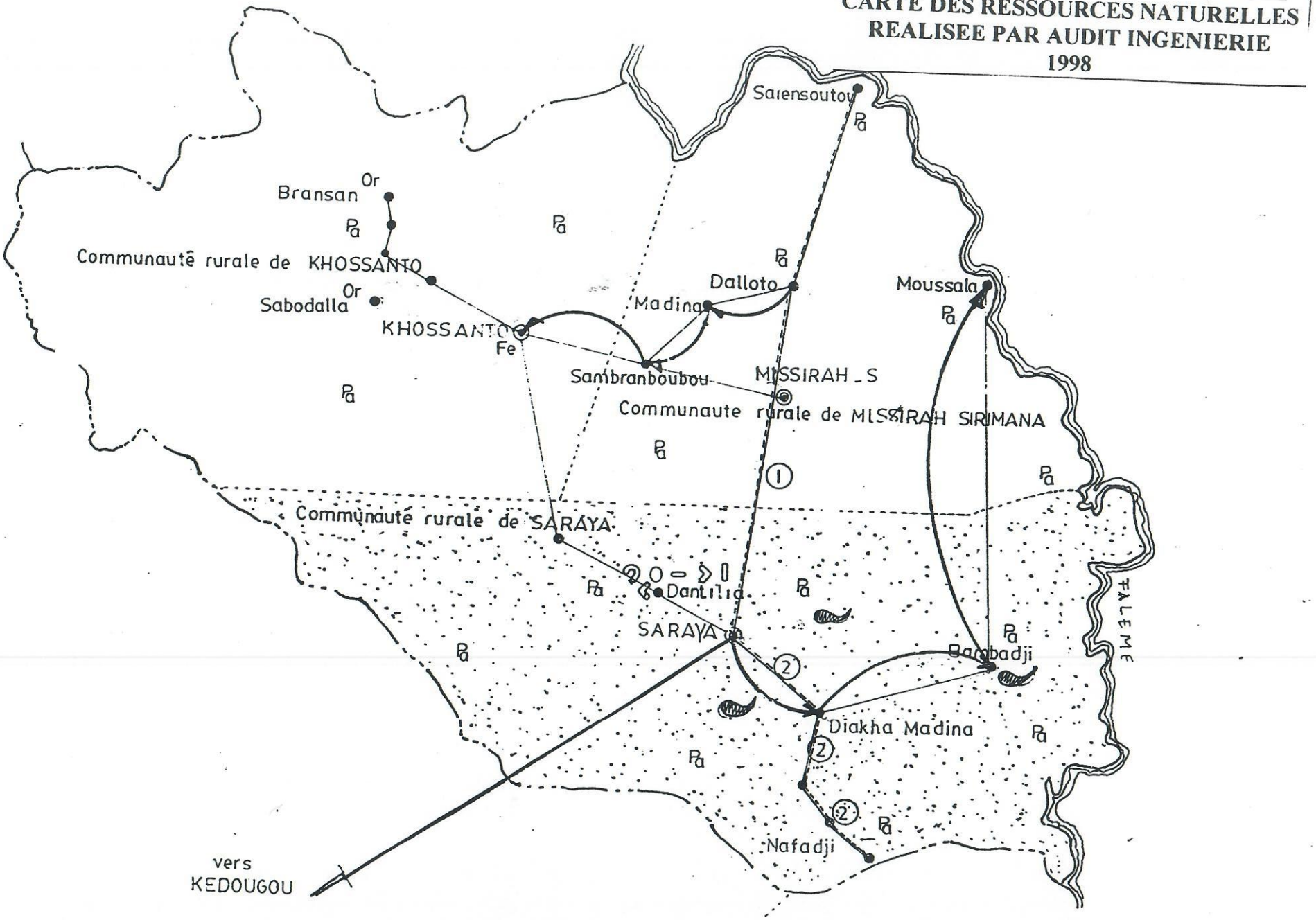
La complexité de cette approche est matérialisée par la nécessité d'un travail de « feed back » ou restitution des informations collectées une fois le traitement effectué. Cette démarche permet de remettre en situation l'aspect dialogue continu et participation des bénéficiaires dans les processus en cours tout en favorisant la perception des bénéficiaires de leur situation . Une comparaison des résultats de ces différentes approches avec le diagnostic sur la situation de référence permettra de mieux cerner l'impact du programme sur le milieu et/ou sur les bénéficiaires.

Comme tout travail d'enquête, il conviendra de définir un échantillon le plus représentatif possible de la population à observer. A partir de la liste des bénéficiaires du programme , un travail de typologie sera fait au préalable. Ce travail permettra de mieux connaître la population mère et donc de mieux en choisir une portion représentative . Les outils de travail seront assez classiques : questionnaires, grilles d'entretien etc... Ces outils seront conçus en vue d'un traitement informatique. Quant au tableau des indicateurs, il doit être défini en fonction des types d'activités . Nous donnons ci-dessous quelques indications.

- indicateurs de santé : taux de protection maternelle infantile, nombre de femmes suivies lors de leur grossesse, nombre de matrones formées, nombre de postes santé dotés de maternité rurale réalisés etc....
- indicateurs d'éducation : nombre d'écoles réalisées, effectif des écoles, taux de scolarisation des filles etc...
- indicateurs relatifs à l'accès à l'eau potable : nombre de puits neufs réalisés, nombre de branchement de bornes fontaines etc...

VI / CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

CARTE DES RESSOURCES NATURELLES REALISEE PAR AUDIT INGENIERIE 1998



RESSOURCES EN SOL

Sol latéritique

Sol sablonneux

RESSOURCES PASTORALES

Pa

Pa pâturage

RESSOURCES FORESTIERES

Maad

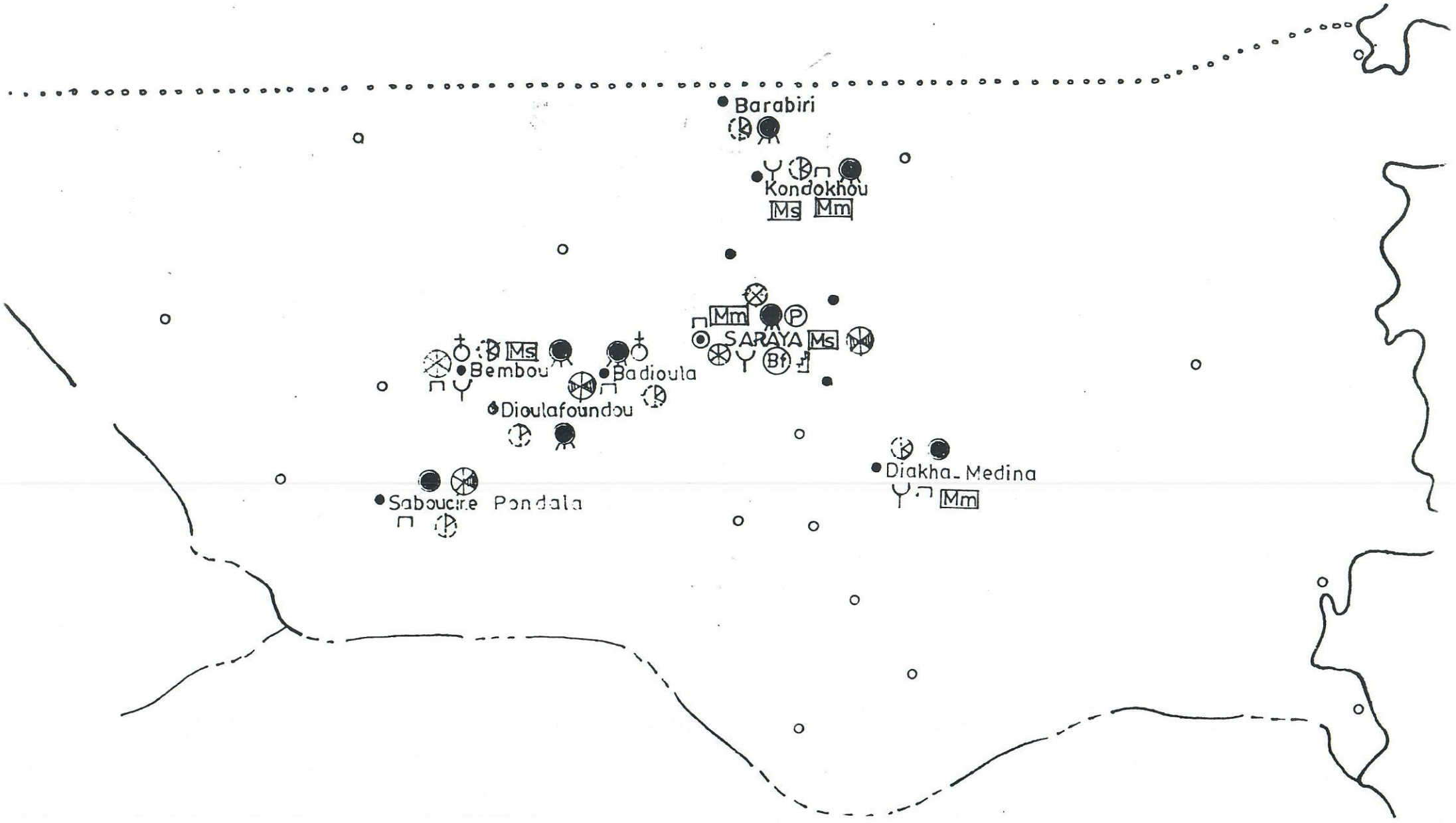
Pain de singe

Tamarin

Karité

Autres (DIMBE, DANX, NERE, ETC...)

COMMUNAUTE RURALE DE SARAYA
CARTE DE LA LOCALISATION DES EQUIPEMENTS
REALISEE PAR AUDIT INGENIERIE
1998



LEGENDE INFRASTRUCTURES SOCIO ECONOMIQUES ET RESSOURCES NATURELLES

EQUIPEMENTS

Ecole à une classe

Ecole à une classe (abris)

Centre alphabétisation à une classe

Ecole arabe

Case de santé

Poste de santé

Mosquée (b banco, p paille)

Forage équipé (* en panne)

Magasin de stockage

Moulin à mil (* en panne)

Puits hydraulique

Terrain de football non équipé

Poste pluviométrique

Campement touristique

Brigade Forestier

INFRASTRUCTURES

Piste état défectueux

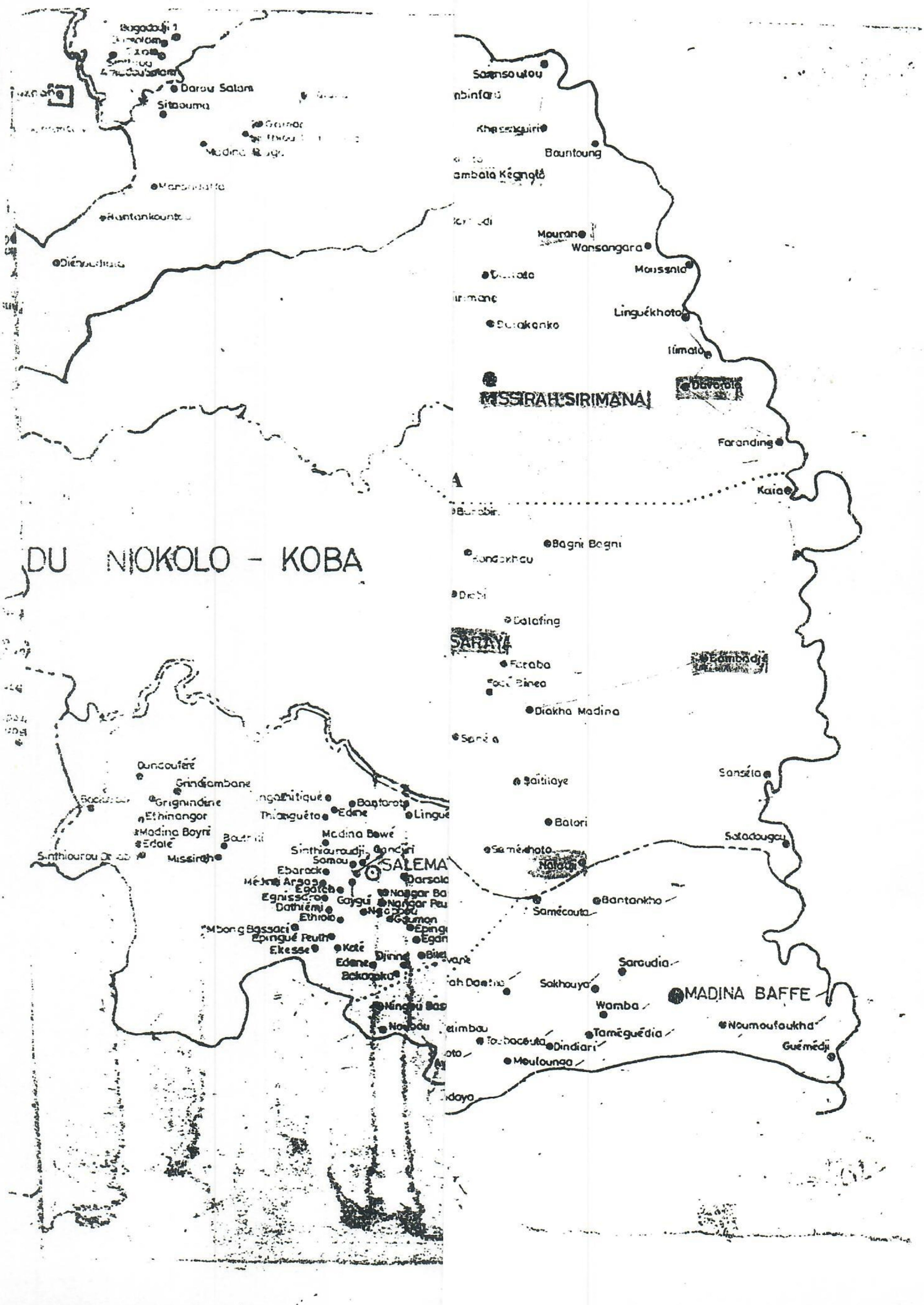
Piste en bon état

Financement PNUD/FENU

Financement FENU

Route goudronnée

Piste prioritaire de production et de communication


Darou Salam
Sitaouma
Bountoung
Mouran
Wansangara
Moussala
Linguékhoto
MISSIRAH SIRIMANA
Faranding
Kaia
Bagni Bagni
DU NIOKOLO - KOBA
SARAYA
Faraba
Diakha Madina
Batori
Saladougou
Samécouta
Bantankho
Sarcudia
MADINA BAFFE
Sakhouya
Wamba
Noumoufoukha
Taméguédia
Dindiari
Moulounga
Guémédji
Grindambane
Ethinangor
Madina Boyni
Edale
Missirah
Sinthiourou Dialab
Bantarot
Edine
Thiasguéto
Madina Bowé
Sinthiouroudji
Somou
SALEMATA
Ebarack
Egatch
Egnissaro
Dathiémi
Ethiolo
Gaygui
Epingué Peulh
Ekesse
Katé
Edene
Djinné
Bakaopka
Noubou